



AL 229 - JUIN 2000

**Quel mouvement
contre
la mondialisation ?**

SPECTACLES

Qui a peur de Chiquet Mawet ?

Françoise Walot

USA

Contre la mondialisation : une nouvelle vague ?

Collectif

EN DÉBAT

La pensée unique et comment s'en guérir !

Thierry Delforge

POLÉMIQUE

Lettre ouverte à Monsieur Ramonet

Étienne D. / CNT-AIT

EURO 2000

Le mensonge du ballon rond

D'après Claude Javeau

FANTAISIE

L'argent n'a pas d'odeur

Dirk Diederich

TRANCHE DE VIE

Née protestante...

Martine

SOLIDARITÉ SÉNÉGAL

AUPEJ : des énergies sociales en mouvement

Thyde Rossel

RÉFLEXIONS LIBERTAIRES

L'imagination, outil de libération ?

Pierre-Jean Dessertine

SPECTACLES

Qui a peur de Chiquet Mawet ?

*Textes et chansons extraits de
La Véritable Histoire de Juliette et Roméo, Piratons Perrault, Caius et
Umbrella, La Pomme des Hommes, La Reine des Gorilles, L'Esprit de la
Nuit,
Le Prince Serpent, Le Pape et la Putain,
Bonjour l'Amour et de textes inédits.*

Vendredi 23 et samedi 24 juin
à 20h
à La Mezza Luna
50 Rue Souverain-Pont à Liège

Jeudi 29 et vendredi 30 juin
à 20h30
au Théâtre Le Café
158 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles

*Avec la participation de Sandrine Bergot, Isabelle Collart, Jean-Luc
Couchard, Michel Delamarre, Ann de Fonvent, John Dobrynine, Cathy
Galetic, Maryvonne Gazon, Garrett List, Marie-Pierre Meinzel,
Catherine Mestoussis, Alain Montois, Philippe Mueller, Denis M'Punga,*

Renaud Riga, Renaud Rikir, Francois-Michel van der Rest, Françoise Walot, Alexandre Wajnberg, Francy Begasse, Claude Semal.

Infos: Walot 02/343.56.72

*AGIR CONTRE
LE NÉOLIBÉRALISME
ET LA MONDIALISATION*

Une nouvelle vague ?

Après Seattle
et Washington...
Bruxelles et Prague ?

Quel mouvement
contre
la mondialisation ?

Seattle en novembre 1999, Washington en avril 2000... Prague en septembre 2000 ? Des milliers de personnes qui manifestent contre les ravages de la mondialisation néo-libérale, affrontent la police et bloquent les réunions internationales des "grands" de ce monde.

Que se passe-t-il donc dans le monde, et aux USA en particulier ? Une grande mobilisation "citoyenne" pour demander plus de *contrôle de l'État* sur l'économie et un peu moins de marché ? Des rassemblements disparates et si différents qu'une chatte n'y retrouverait pas ses petits ? Le début d'une nouvelle vague révolutionnaire semblable à celle des années 60 ?..

Débats dans le débat

En gros, trois types d'acteurs, différents par leurs motivations et dans leurs objectifs, se sont retrouvés à Seattle, comme à Washington.

D'abord, les **syndicats traditionnels** (AFL-CIO principalement), le gros des troupes à Seattle, une présence négociée par avance avec le gouvernement, tant sur la forme (manif *tranquillou*) que sur le fond.

Leur critique du néolibéralisme sort à la fois, en manif, des mégaphones des leaders syndicaux... et, à la télé, de la bouche de Clinton : un appel au respect des droits des travailleurs du monde entier, en particulier concernant le travail des enfants (on en revient aux revendications du mouvement ouvrier du milieu du XIX^{ème} siècle...).

Ensuite, un **ensemble hétéroclite** de militants écolos, associatifs, autonomes, tiers-mondistes... Leur emblème aux USA : le **Direct Action Network** (*Réseau d'Action Directe*). Ils revendiquent une expression "citoyenne" et pacifique en faveur d'une régulation étatiste des "excès" du capitalisme. Ils ne reconnaissent que les conséquences néfastes du système envers les hommes, les femmes et la nature. Mais leur protestation s'immobilise aux portes des logiques profondes d'un système dont ils ne critiquent que les effets. Ils veulent *pousser un cri* pour indiquer aux dirigeants qu'ils existent et qu'ils demandent à être pris en considération. Ces activistes ont montré une certaine imagination dans leur façon de manifester et se regroupent dans des associations autogestionnaires dont le fonctionnement laisse souvent une large place à l'autonomie individuelle, mais relève parfois d'une philosophie pour le moins ambiguë (mysticisme pour la "terre-mère").

Enfin, le **mouvement anarchiste** renaissant, venu de différentes villes des États-Unis et du Canada. Les motivations et les modes d'action de l'une de ses composantes, le **Black Bloc**, sont ici présentés.

Parce qu'à Washington, ils ont affronté volontairement la police... Parce qu'à Seattle, ils s'en sont pris directement et violemment à la propriété privée, ils ont non seulement été désavoués par certains autres manifestants, mais encore parfois molestés, dénoncés ou même livrés à la police.

Entre les composantes hétéroclites de ce mouvement naissant, le débat est parfois vif.

Si la montée en puissance internationale de l'anti-libéralisme ne peut que nous réjouir, ne faisons pas l'impasse sur les vieilles lunes de l'État-providence et du "contrôle citoyen" d'un impossible "capitalisme à visage humain" qui imprègnent encore une large fraction du mouvement. Et si chez nous, ce sont des lobbies comme ATTAC qui relaient ces illusions en "donnant la parole" à ce qu'ils appellent la "société civile", aux USA, ce sont de nombreuses et toujours plus puissantes ONG qui font ce boulot. Ces dernières ont célébré en chœur le succès des manifestations *pacifistes* de Seattle parce qu'elles auraient empêché la signature d'un traité. En réalité, si le sommet s'est terminé en eau de boudin, c'est avant tout parce que les représentants des pays du Sud ont refusé, une fois de plus, de s'incliner devant les diktats occidentaux.

La plupart des ONG, quand à elles ont réussi à récupérer leur part du gâteau "représentatif" : depuis leurs revendications "citoyennes" contre l'AMI, elles sont courtisées par les grands de ce monde et la Banque Mondiale qui a intégré au moins 70 d'entre elles au sein de ses services.

Gageons que la confrontation d'idées et de pratiques entre les futurs gestionnaires d'un capitalisme "régulé" par l'État grâce au "contrôle citoyen" et les partisans d'une remise en cause globale d'un système qui tue quotidiennement, ne fera que se cristalliser ces prochains mois dans le mouvement anti-mondialisation.

Pour notre part, nous y apportons notre écot ce mois-ci, par la publication de textes qui rendent justice aux actions de nos camarades anarchistes américains.

Alternative Libertaire

TÉMOIGNAGE

Seattle

Novembre 1999

Nous étions deux adhérents à *The national offices of the Fellowship of Reconciliation* à être allés à Seattle pour participer à la manif contre le sommet de l'OMC (...) Les quatre jours pleins que nous avons passés, nous les avons vécus dans les rues de la ville, à défiler pacifiquement, à participer à des réunions et à être confrontés à des attaques au gaz lacrymo, à des poursuites des policiers anti-émeute et à l'éventualité d'une arrestation... en recevant des tirs de balles en caoutchouc, des coups de matraque ou des jets de poivre.

Le 30 novembre vers midi - le premier jour du sommet - il devenait évident que la police, en arrêtant les manifestants, avait comme but principal de disperser les gens avec force et armes. Ce soir- là, l'état d'urgence a été déclaré associé d'un couvre-feu à partir de 19h. À l'approche de la nuit, les soldats de la Garde Nationale qui étaient de corvée, ont débarqué. Toutes les télés du monde ont relayé les images de violence de rue de ces journées.

Il y a eu une large condamnation des actes de destruction commis par les jeunes vêtus de noir qui ont saccagé les entreprises situées dans un quadrilatère de 15 à 20 rues. Les participants au sommet (dirigeants d'entreprises et de gouvernements), la presse

écrite (des journaux locaux aux quotidiens nationaux comme le *New York Times* et le *Wall Street Journal*) et les télés... ont tous "égratigné" les émeutiers, en les décrivant comme des criminels, des hooligans, des bandits.

Et les militants progressistes (curés, écolos et syndicalistes) ont fait de même. *Nous ne soutenons certainement pas la violence ou la destruction de la propriété*, déclara Naomi Walker, la porte-parole du syndicat AFL-CIO. Et Carl Pope, directeur général du Sierra Club d'ajouter : *Nous déplorons la violence qui s'est produite au centre ville de Seattle en ce qu'elle dépouille de leur sens la masse des 50.000*

personnes qui se sont regroupées pour revendiquer le respect des droits des travailleurs et de la nature. La violence ne fait que brouiller notre message. Une poignée d'anarchistes ne devrait pas étouffer le message délivré par des centaines de manifestants pacifiques.

D'autres encore, ont été plus véhéments à l'encontre de cette violence sur la propriété. Medea Benjamin, un leader de Global Exchange, un groupe basé à San Fransisco, déclara : *Nous sommes ici en train de protéger Nike, McDonald's, Gap et tout le reste, où est la police ? Ces anarchistes devraient être arrêtés* (New York Times, 2 décembre 1999).

Mike Dolan du groupe Public Citizen de Ralph Nader va dans le sens de ces déclarations : *Ces actions non-violentes ont été interrompues et détournées dès le début par des petites bandes de vandales qui ont renversé des distributeurs de journaux et ont manifestement brisé quelques vitrines du centre-ville. La police a été incapable d'identifier et d'arrêter ces quelques individus asociaux. Pourquoi la police n'a-t-elle identifié et arrêté ces vandales plus tôt ? Si elle l'avait fait, cela m'aurait évité ce vilain après-midi et ce sentiment d'être mal à l'aise. Nous ne sommes pas venus pour détruire Seattle, nous sommes là pour mettre au jour l'effet destructeur de l'OMC (World Trade Observer, 1er décembre 1999). Depuis lors, il y a eu d'autres accusations et spéculations parlant des **anarchistes** comme d'agents provocateurs du gouvernement.*

Personne ne va-t-il défendre les anarchistes ? Leurs actions étaient-elles répréhensibles comme semblent le dire ces critiques ? Ou bien ces jeunes rebelles sont-ils nos frères et nos sœurs, qui, loin d'être des saboteurs du mouvement, sont des esprits révolutionnaires dont nous devrions nous inspirer pour exprimer une juste colère et un juste désaveu d'un ordre social basé sur la cupidité, sur une violence intrinsèque et une oppression de la plupart d'entre nous ?

La désobéissance civile massive comme nouveau niveau de lutte peut transformer la profonde rage du ghetto en une force constructive et créative. Disloquer le fonctionnement d'une ville sans pour autant la détruire peut être plus efficace qu'une émeute parce que cela peut

avoir un effet à plus long terme, un effet coûteux pour la société, mais sans être pour autant une destruction sans limite propre. Finalement, c'est un moyen d'action sociale que le gouvernement peut moins facilement réprimer.

Il y avait trois principaux groupes d'actions lors des manifestations et des événements de Seattle. L'un était une large coalition composée de syndicalistes, de pacifistes, d'écologistes et de groupes religieux. Ces groupes représentaient la masse des manifestants, en particulier le jour de la marche officielle des syndicats lors de laquelle quelque 30.000 participants sont descendus du centre de Seattle jusque dans les quartiers commerçants proches du sommet de l'OMC. Les plus présents parmi les manifestants syndicalistes étaient les dockers, les employés de l'industrie et les sidérurgistes.

Ensuite, il y avait le **Direct Action Network** (*Réseau d'Action Directe*), composé de beaucoup moins de gens, plutôt jeunes, mais avec la volonté de venir perturber la rencontre officielle par une protestation symbolique et non-violente, autrement dit pour tourner en ridicule le sommet de l'*Organisation Mondiale du Commerce*.

Enfin, il y avait ces petits groupes d'anarchistes, venus de l'Oregon selon les dires, dont le but était de prendre d'assaut la vache sacrée de la culture américaine. Parce qu'à ce stade de l'histoire, aucun groupe de citoyens n'est en mesure d'entraver directement les prises de décision des puissants. Presque tous ceux engagés dans les mouvements sociaux en sont réduits, dans une certaine limite, pour exprimer leur protestation aux actions symboliques. Les riches et les puissants tirent les ficelles pendant que nous sommes réduits à l'état de témoins de nos propres plaintes.

Alors qu'une large partie des manifestants de Seattle était en faveur d'une protestation symbolique, d'un désaveu politique clair (syndicalistes, religieux, ceux en faveur d'un commerce équitable et les écologistes), et alors qu'un autre groupe était en faveur d'une action symbolique visant à interrompre la rencontre ministérielle par une désobéissance civile non-violente (même seulement pendant l'espace d'une journée), les anarchistes mettaient en avant une confrontation

symbolique et directe avec l'avant-garde du capitalisme, l'économie basée sur le profit et représentée par les entreprises. Leur action était un appel à un changement par delà les frontières, un changement radical de notre mode de vie quotidien. Ils ont en partie atteint ce but en détruisant des symboles de l'oppression, les façades publicitaires des entreprises. Leur mot d'ordre est *l'action directe* et non, seulement, une dissidence symbolique. En un sens, leur discours anticipe sur l'image d'une société emprisonnée que contient le titre du dernier livre de David Korten, *The Post-Corporate world: Life after Capitalism* (Le monde après les entreprises : la vie après la capitalisme).

C'est la raison pour laquelle les anarchistes, réunis en groupes affinitaires, s'en sont pris aux centres commerciaux, à Nike Town, The Radisson, Sheraton, Starbucks, The Gap, FAO Schwarz-Barbie Center, McDonald's, les lieux où les marchandises sont exposées et mises en vente, les endroits qui nous poussent à participer à cette culture de consommation (malheureusement, le campus de Microsoft était très éloigné, de l'autre côté du Lac Washington).

Je me souviendrai encore longtemps de cet après-midi brumeuse à Seattle, près du Marché de la Place Pike, sous les jets de gaz lacrymo et poursuivi par la police, quelques instants après qu'on m'ait lu la loi anti-émeute. À la fois terrifiant et émoustillant, ce fut un moment pendant lequel les gens prenaient possession des rues, revendiquant l'espace urbain d'habitude accaparé par des intérêts commerciaux ou par l'État. Pendant quelques jours à Seattle, cet espace leur fut repris, la *chose publique* (res publica) a été réappropriée. Merci au **Direct Action Network** et aux anarchistes, grâce à eux la démocratie était dans la rue.

Est-ce que les anarchistes étaient des aventuriers extrémistes mettant en danger le succès de la contre manifestation de l'OMC ou étaient-ils au contraire des prophètes ? On peut penser sans aucun doute que leurs actions ont tracé les grandes lignes de cette semaine anti-OMC.

Depuis de nombreuses années, les mouvements qui agissent sur des mots d'ordre de paix, de justice et de respect religieux se sont manifestés pour la justice sociale, rejetant le matérialisme, la culture

du profit et une société de consommation sans âme, pour des relations humaines égalitaires. Ce sont des revendications "prophétiques".

On peut penser que le cœur des anarchistes, toujours laïques, est rempli de ces idées et qu'ils mènent des attaques concrètes contre les lieux symbolisant le consumérisme et l'aliénation, des actions directes contre la culture de la consommation. Ironiquement, leur pratique, leurs actions, ont pour but de railler le culte de la consommation, un matérialisme qui confère plus de valeur aux marchandises qu'aux hommes et le marché déifié. Que presque tout le monde ait désavoué ces attaques contre la propriété, certains appelant même l'État à arrêter ces jeunes rebelles, révèle une espère de consensus à propos de la propriété privée (certains manifestants s'étant même proposés pour nettoyer les graffitis laissés sur les vitrines).

Les anarchistes sont allés plus loin que l'appel à une réforme du libéralisme à la Clinton ; ils ont lancé une enchère symbolique sur un changement total et non partiel. La lutte contre la propriété privée préfigure un futur que beaucoup d'entre nous souhaitent : un monde sans plus aucune exploitation à la fois au Nord et au Sud, sans pouvoir économique concentré entre quelques mains, sans patron, sans classe, sans salariat et respectueux de la nature.

Leur critique ne se limite pas à remettre en cause l'OMC, la Banque Mondiale ou le pouvoir des gouvernements, mais un système économique et social de marché basé sur la seule course au profit maximum immédiat.

Pour beaucoup d'entre nous, leur actions ont plus d'attraits que les protestations "légitimes" ; leur imagination allait beaucoup plus loin que de simplement réformer une entité patronale ou de bloquer le processus d'une institution néfaste. Jeunes, audacieux, courageux, purs, presque beaux dans leurs vêtements noirs, les jeunes anarchistes ont tenté leur chance sans en appeler à aucune aide ou solidarité des autres manifestants (qui les critiquent). Ils nous ont remis en mémoire l'esprit de la rébellion de Watts en 1965, les feux de Détroit de 1967, Paris et Chicago en 1968, Los Angeles en 1992 et aussi bien sûr, les larges désaccords que les rues précédentes engrangent en permanence (...).

Méthodes et motivations

Il y avait un contraste fort entre l'atmosphère et les attitudes au sein des chapelles pacifistes institutionnelles dans les quartiers commerciaux de Seattle et le point de ralliement du **Direct Action Network** sur la colline du Capitole, entre les voix "raisonnables et pragmatiques" des syndicats, des églises, des pacifistes, des écolos, des voix d'âge moyen et de classe moyenne d'un côté, et de l'autre, les groupes anarchistes (dans le sens d'autonomes et auto-organisés) de jeunes défiant le déroulement de l'OMC, la propriété privée et les propriétés collectives (toujours organisées selon un ordre injuste).

Le **DAN** a tout de même réussi, avec quelque habilité et selon une logique bien connue, à interrompre la chorégraphie planifiée et sans heurt des manifestants dont l'orchestration était approuvée par le pouvoir, chorégraphie officielle et routinière. Les actions étaient vivifiantes et rafraîchissantes dès lors qu'elles subvertissaient les modes classiques de manifestations où tout est préparé avec le chef de la police jusqu'au chargement du dernier bus transportant les derniers manifestants arrêtés.

La réponse de la plupart des pacifistes aux violences policières était complètement inappropriée. Cela s'est illustré lors d'une scène particulièrement décevante qui se produisit mercredi matin au niveau de la rue Seneca et de la Cinquième rue, le lendemain des plus importantes actions de rue. Une procession religieuse silencieuse, arrêtée juste devant une rangée de policiers, est passée au travers dans une attitude conciliante, voire de soumission. Peut-être est-ce la seule chose possible aujourd'hui, mais peut-être que ceux d'entre nous qui sommes plus investis dans le système, plus *institutionnels*, peuvent encore soutenir les actions de jeunes voulant une confrontation directe avec les valeurs de ce système. Il est possible que nos échecs à refuser des choses telles que les porte-feuille d'actions, les subventions, les prêts, les structures hiérarchiques et autres, peuvent nous empêcher d'agir directement au nom de la justice ; mais cela ne nous empêche pas de soutenir ceux qui sont prêts à engager la lutte de façon plus militante.

Enfin, les manifestations n'appartiennent exclusivement ni aux gardiens de la paix, ni aux écolos, ni aux syndicats, ni aux religieux, ni aux anarchistes : personne n'a de droit de propriété sur les rues. À Seattle, il y avait beaucoup d'organisations, mais tout sauf une coordination minimum ou un programme pré-établi ; on ne pouvait rien prévoir de ce que les manifestants allaient faire. Public Citizens a fait l'annonce à l'avance d'aller manifester contre l'OMC, mais ce sont les gens qui, agissant d'eux-mêmes, ont spontanément et concrètement ouvert les espaces publics. À certains moments, il semblait qu'il n'y avait pas de leaders officiels, seulement des foules (...).

Lors de la nuit de la destruction de Starbucks dans la rue Stewart, on pouvait entendre un argument parmi des centaines au sein du cortège. Une femme, charpentière de profession, portant chapeau et chaussures, critiquait l'attaque du magasin : *Ce magasin aurait pu être un de ceux que j'ai construits !* Tout dans Seattle a été construit par le travail d'hommes et de femmes ! Seattle est une ville aussi syndicaliste que ceux qui y sont venus. En 1919, quelque 60.000 travailleurs ont lancé une grève générale pour la défense de leurs droits, entraînant une immobilisation totale de la ville. La ville a aussi été le terrain de luttes acharnées contre la firme Boeing. Dans le futur, si le mouvement est capable de se construire et de se développer, il saura prendre l'arme puissante des travailleurs réunis pour mener une réelle révolution contre le capital, et non seulement des actions de rue d'une opinion minoritaire au milieu d'une contre culture minoritaire. La question est de transformer cette équation.

Pourriez-vous, anarchistes, être comme ceux de l'Espagne, ceux de la *Confédération Nationale du Travail* de Catalogne dans les années 30 ou bien ceux du IWW ? (...) Il est nécessaire que vous, les anarchistes, vous expliquiez plus vos actions, les pourquoi de vos actions. Votre défi est de rendre votre message lisible par tous et toutes. Si vous n'avez aucun dialogue avec les autres, vous continuerez sans aide à cogner vos bras contre les murs de notre prison commune.

Comme le reste des protestations à Seattle, le **Direct Action Network** et les anarchistes étaient majoritairement des blancs, pointant encore

une fois le fait que les mouvements radicaux sont polarisés. Il me paraît clair que si les participants de la bataille de Seattle avait été des mangeurs de tortilla, de riz ou de maïs, ou d'origine africaine, il y aurait eu des morts ; il y a un passé historique clair montrant en quoi le risque de mort est présent lorsque des gens de couleurs agissent en masse de leur propre chef. La peau blanche demeure à ce propos un privilège.

Et c'est vrai que c'était un honneur pour moi, membre de la classe ouvrière et homme de couleur que d'avoir été présent pendant ces jours brumeux à Seattle, au côté de révoltés empreints d'idéalisme, mais ayant compris la signification d'un rassemblement de personnages officiels et leur volonté de préparer pour vous et moi un agenda pour le futur.

La bataille de Seattle a été une superbe manière d'achever cette année, ce siècle et ce millénaire ; cela représente un espoir ferme pour l'avenir.

Megan Earls - Andres Mares Muro

Racial and Economic Justice Program, le 9 décembre 1999,
rej@forusa.org

COMMUNIQUÉ

Le Black Bloc s'explique...

Le but principal de ce communiqué (ndlr: dont nous reproduisons des extraits) est d'éclairer le mystère qui entoure le **Black Bloc** et de rendre ses motivations plus transparentes puisque nos masques ne peuvent pas l'être.

Le 30 novembre, plusieurs groupes d'individus du **Black Bloc** ont attaqué différents objectifs dans le centre ville de Seattle (...) Cette activité dura plus de 5 heures et entraîna la destruction de vitrines et de portes de magasins ainsi que la dégradation de façades.

Des frondes, des distributeurs de journaux, des marteaux, des maillets, des pinces ont été utilisés pour détruire de façon stratégique la propriété privée. Des jets d'œufs, des boules et pistolets de peinture ont également été utilisés.

Le **Black Bloc** est un ensemble plus ou moins organisé de groupes et individus réunis par affinité qui se balladent dans le centre ville, attirés parfois par des devantures de magasins vulnérables et éminents, parfois par la vue d'un groupe de policiers. Contrairement à la majeure partie des activistes qui ont été gazés et atteints par des balles de caoutchouc à plusieurs occasions, la plupart des membres du BB ont évité les blessures graves en restant constamment en mouvement et en évitant la bagarre avec la police. Nous sommes restés groupés et nous regardions toujours derrière nous. Ceux qui étaient attaqués par les bandits fédéraux ont été rapidement libérés par des membres du BB, organisés et préparés. Le sens de la solidarité était impressionnant.

! Les activistes "gardiens de la paix". Malheureusement, la présence et la persistance de services d'ordre a été perturbante. Au moins à six occasions, des soi-disant activistes "non violents" ont attaqué physiquement des individus qui voulaient s'en prendre à la propriété privée. Certains sont même allés jusqu'à se tenir devant la grand magasin NikeTown pour attaquer et repousser le BB. En fait, ces "gardiens de la paix" comme ils se nomment eux-mêmes ont été bien plus menaçants vis-à-vis du BB que les chiens de garde de l'État en uniforme, notoirement violents (des policiers ont même utilisé la couverture des activistes "gardiens de la paix" pour stopper ceux qui commençaient à détruire la propriété privée).

! La réaction contre le Black Bloc. La réaction contre le BB a mis en lumière certaines des contradictions et des oppressions internes présentes parmi les "activistes non violents". En dehors de l'hypocrisie évidente de ceux qui se sont montrés violents avec des membres du BB des individus masqués (nombre d'entre eux ont été frappés bien qu'ils n'avaient pas l'intention de s'en prendre à la propriété privée), il apparaît aussi un racisme d'activistes privilégiés qui peuvent ignorer la violence perpétrée contre la société et la nature au nom de la propriété

privée. L'attaque des vitrines a concerné et inspiré beaucoup des personnes parmi les plus opprimées de la ville de Seattle, et ce bien plus que n'importe quelles marionnettes géantes ou costumes de tortues de mer (ce qui ne remet pas en cause leur utilisation par d'autres groupes).

! Quelques mythes à propos du Black Bloc. Quelques réflexions dont l'objet est d'aller à l'encontre des mythes qui circulent à propos du **BB**.

Ils ont transformé un manifestation pacifiste en une guerre ce qui a mené au gazage des manifestants non violents. Notez que les tirs de grenades lacrymo, les jets de poivre et les tirs de balles en caoutchouc ont tous commencé avant les actions du **BB**. En plus, nous devons aller à l'encontre d'une tendance qui établit une relation de cause à effet entre la répression policière et la protestation sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de s'attaquer à la propriété ou non. La police a chargé dans le but de protéger les intérêts de quelques possédants et ceux qui s'attaquent à ces intérêts ne peuvent être accusés de violence.

Inversement : *Ils ont agi en réponse à la répression policière.* Bien que cela puisse constituer une meilleure image de ce qu'est le **BB**, c'est faux dans tous les cas. Nous refusons d'être désignés comme une simple force de réaction. Bien que la logique du **BB** puisse échapper à certains, c'est dans tous les cas une logique en faveur de l'action.

Ils sont un groupe de jeunes garçons en colère. En dehors du fait que dire cela revient à faire preuve de condescendance de l'âge et de sexisme, c'est faux. La destruction de la propriété n'est pas une libération fondée sur une agitation machiste et nourrie de testostérone. Ce n'est pas non plus une colère réactionnaire et en décalage. C'est stratégiquement et spécifiquement de l'action directe dirigée contre des intérêts privés.

Ils ne recherchent que la bagarre. C'est proprement absurde et c'est une façon commode d'ignorer l'ardeur des activistes "gardiens de la paix" à nous attaquer. De tous les groupes engagés dans l'action directe, le **BB** était peut-être le moins enclin à provoquer les flics et nous n'avons certainement aucun intérêt à nous battre contre les

autres militants anti-OMC (malgré de grands désaccords dans la tactique à mener).

C'est un groupe chaotique, désorganisé et opportuniste. Bien que nombre d'entre nous pourraient passer des jours à discuter du terme *chaotique*, nous n'étions certainement pas désorganisés. L'organisation est peut-être apparue comme fluide et dynamique, mais elle était serrée. Quant à l'accusation d'opportunisme, il serait difficile d'imaginer qui parmi tous ceux qui participaient n'a pas essayé de tirer avantage de l'opportunité créée à Seattle et d'avancer ses idées. La question devient alors : avons-nous créé cette opportunité ?... et la plupart d'entre nous l'ont certainement fait (ce qui mène au mythe suivant).

Ils ne connaissent rien à ce qui se passe ou Ce ne sont pas des militants qui s'intéressent à la question. Bien que nous ne soyons pas des militants professionnels, nous avons préparé ces actions depuis des mois à Seattle. Certains ont réfléchi chez eux, d'autres se sont rendus à Seattle plusieurs mois à l'avance pour se préparer. Il est certain que nous revendiquons la présence de centaine de personnes sorties dans les rues le 30 novembre : seule une petite partie n'avait rien avoir avec le **BB**. La plupart d'entre nous avaient déjà réfléchi aux effets de la mondialisation de l'économie, du génie génétique, du pillage des ressources naturelles, des transports, des conditions de travail, de la suppression de l'autonomie des indigènes, des droits des animaux et des hommes et nous faisons des actions sur ces thèmes depuis des années. Nous ne sommes ni mal informés ou inexpérimentés.

Les anarchistes masqués sont anti-démocratiques et camouflés parce qu'ils veulent cacher leur identité. Bon, soyons clairs (avec ou sans masque), nous ne vivons pas actuellement en démocratie. Si cette semaine n'a pas rendu les choses très claires, laissez-nous vous rappeler que nous vivons dans un État policier. Il y a des gens qui disent que si nous étions sûrs de ce que nous avons raison, nous ne nous cacherions pas derrière des masques. Cela sous entend que *La vérité vaincra*. Si c'est un juste et noble but, cela ne marche pas dans l'actuelle réalité. Ceux qui menacent sérieusement les intérêts du

capital et de l'État seront persécutés. Certains pacifistes voudraient nous voir accepter cela joyeusement. D'autres nous diraient que c'est un sacrifice qui en vaut la peine. Nous ne sommes pas aussi moroses.

Nous ne croyons pas que nous avons le privilège d'accepter la persécution comme un sacrifice : la persécution est pour nous quotidienne et inévitable et nous tenons à nos maigres libertés. Accepter l'incarcération comme une sorte de flatterie est l'apanage d'un privilège d'"occidentaux".

Nous pensons qu'une attaque de la propriété privée est nécessaire si nous voulons reconstruire un monde qui serait utile, sain et joyeux pour tous.

Sur la violence de la propriété

Nous affirmons que la destruction de la propriété n'est pas un geste violent si cela ne met pas en cause de vie ou n'entraîne aucune blessure.

La propriété privée - en particulier la propriété privée collective - est infiniment plus violente que toute action portée à son encontre. On doit distinguer la propriété privée de la propriété personnelle. En effet, la seconde est basée sur l'usage alors que la première est basée sur l'idée d'échange. L'intérêt de la propriété personnelle est que chacun d'entre nous dispose de ce dont il a besoin ou désire.

Dans une société fondée sur le droit de la propriété privée, ceux qui ont la possibilité d'accumuler plus que les autres disposent de plus de pouvoir. Par extension, ils exercent un contrôle plus important sur ce que les autres perçoivent comme des besoins et des désirs, en général pour accroître leur seul profit personnel. Les défenseurs du "libre échange" prolongent ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique : **un réseau de quelques monopoles d'industrie disposant d'un pouvoir total sur la vie de toutes et tous**. Les défenseurs du "commerce équitable" souhaiteraient que ce processus soit tempéré par un contrôle des gouvernements dont le but serait d'imposer superficiellement des normes de base en matière de droits humains.

En tant qu'anarchistes, nous récusons ces deux positions. La propriété privée - et le capitalisme par extension - est intrinsèquement violente et répressive et ne peut donc être ni réformée ni atténuée. Que le pouvoir de toutes et tous soit dans les mains de quelques groupes ou réparti par un système de régulation dont le seul but est d'atténuer les désastres causés par les précédents, personne ne peut être libre comme ce serait le cas dans une société sans hiérarchie. Quand nous brisons une vitrine, notre but est de détruire le vernis de la légitimité qui recouvre la propriété privée. Dans le même temps, nous exorcisons toutes les formes de relations violentes et destructives qui imprègnent tout autour de nous.

En "brisant" la propriété privée, nous transformons sa valeur d'échange limitée en une valeur d'utilité plus large. Une devanture brisée devient un trou laissant passer de l'air frais dans une atmosphère oppressive, celui de la vente de marchandises (au moins jusqu'à ce que la police ne décide de lancer des lacrymos sur une barricade toute proche). Un distributeur automatique de journaux devient un outil pour percer de tels "trous", ou un petit blocus pour revendiquer l'espace public ou nous donner un avantage sur le terrain. Une benne à ordures empêche les flics anti-émeutes d'avancer et devient une source de chaleur et de lumière.

Une façade d'immeuble devient un tableau sur lequel on peut écrire des idées en vue d'un monde meilleur. Après le 30 novembre, beaucoup de gens ne regarderont plus une vitrine ou un marteau de la même manière qu'avant. Les utilisations possibles de l'espace urbain se sont multipliées par 100. Le nombre de vitrines éclatées est ridicule comparé au nombre de vies brisées - vies bousillées par l'hégémonie qui nous écrase et qui nous pousse à oublier toutes les violences commises au nom de la propriété privée et tout ce qui serait possible si elle n'existait pas.

Les vitres brisées peuvent être rebouchées (avec un gâchis en bois toujours plus grand) et éventuellement remplacées, mais le fracas de notre arrogance et de nos espoirs persistera heureusement pour quelque temps. .

Contre le capital et l'État.

Le collectif ACME

5 décembre 1999

Contact P.O. box 563, Morgantown, wv, 26 507, jeff@tao.ca

NB : ces observations et analyses sont énoncées par le collectif ACME et ne doivent pas être jugées représentatives du reste du **BB** ou de toute autre personne qui aurait participé à l'émeute ou à la destruction de la propriété le 30 novembre.

ARTICLE DE PRESSE

Washington Avril 2000

Du 15 au 17 avril 2000, le FMI et la Banque Mondiale avaient prévu de se réunir à Washington.

Et comme à Seattle l'an dernier, des dizaines de milliers de manifestants s'y sont également rendus, soit pour simplement protester, soit pour tenter d'empêcher ces réunions. On trouvera ci-dessous la traduction d'un compte-rendu des actions du **Black-Bloc**, tiré de l'hebdo *Asheville Global Report* (nE66, 20/4/2000, Caroline du Nord). Le **Black-Bloc**, on s'en souvient, s'était attaqué à la propriété privée (banques, magasins de luxe...) à Seattle, revendiquant ces actions. À Washington, il a plutôt privilégié la solidarité avec les autres manifestants contre les attaques de la police.

Le Black Bloc s'empare des rues de Washington

Masqués et vêtus de noir, le **Bloc révolutionnaire anti-capitaliste** ou **Black Bloc** s'est emparé des rues de Washington dans les premières heures du dimanche 16 avril pour empêcher la tenue des réunions du

FMI et de la Banque mondiale. Ce fut le point de départ de deux jours d'escarmouches contre les polices de Washington DC, de Virginie et du Maryland, la police fédérale, les services secrets et la garde nationale.

En solidarité avec les coalisés du mouvement anti-globalisation, la majeure partie du bloc anarchiste - souvent composée de plusieurs groupes de centaines de personnes - agissait avec mobilité, de point chaud en point chaud, le long des lignes de blocages du **Direct Action Network**, aidant les activistes (1) menacés par la police.

Criant *À qui sont les rues? À nous!* et s'évertuant à le prouver, le Bloc a passé la matinée à se heurter aux positions de la police et parfois les a débordées pour éviter les arrestations d'activistes cernés et empêcher certains délégués d'atteindre la réunion à l'heure.

Pendant la matinée, ils ont soulevé et bougé des voitures garées, jeté des poubelles et tout ce qu'ils pouvaient trouver dans les rues pour bloquer les délégués et les mouvements de la police. Lors d'un incident au croisement de la 15ème rue et de celle de New-York, les membres du **Black Bloc** ont chargé la police en formant une chaîne à l'aide d'une barrière de chantier, les repoussant de plusieurs pâtés d'immeubles, au coin de la 14ème et de la rue K. La police répondant avec des jets de gaz lacrymogène et du gaz au poivre. Lors d'un autre incident sur la 21ème rue, la police anti-émeute a chargé matraque au poing. Le **Bloc** s'est rapidement formé, repoussant les lignes de police jusqu'à la 22ème rue, en utilisant des poubelles enflammées pour empêcher une autre charge policière.

Le dimanche après-midi, les membres du **Black Bloc** (plus d'un millier de personnes) chantant *C'est à cela que ressemble l'anarchie, c'est à cela que ressemble la démocratie!* a entamé une marche victorieuse du centre ville jusqu'à Ellipse (ndlr : quartier situé au sud de la Maison Blanche), accompagnés par 10.000 participants à l'action directe pour rejoindre les festivités de plus d'une dizaine de milliers de manifestants qui se trouvaient là, la plupart appartenant aux syndicats de travailleurs et aux groupes écologistes.

Dimanche soir, des éléments du **Black Bloc** se sont reformés autour de l'ambassade du Mexique, dans la partie nord de la ville, pour attirer l'attention sur le mouvement zapatiste et pour dénoncer les conditions d'exploitation inhumaines des entreprises mexicaines qui ont poussé le long de la frontière américano-mexicaine depuis la signature de l'ALENA.

Qui étaient ces activistes vêtus de noir ? Les participants viennent principalement de villes américaines et du Canada, quelques autres du Mexique. Ils prennent leurs décisions lors de réunions au consensus rapide, affirmant que la hiérarchie mène à la corruption et à l'inégalité. Tous les membres du **Bloc** ne se définissent pas comme anarchistes et tous les anarchistes présents ne sont pas membres du **Bloc**. Ce sont des travailleurs et des membres de syndicats, des étudiants et des professeurs, des punks et des anti-cléricaux (*pagan* dans le texte original), qui partagent l'idée que le capitalisme global et les institutions qui l'appliquent sur les gens de la planète sont les causes profondes de la pauvreté et de l'érosion de la démocratie planétaire.

Le lundi matin, la réponse policière aux manifestations de protestation s'est durcie. Lors de plusieurs incidents, la police a roulé sur des manifestants avec des véhicules blindés ou des motos. Plusieurs manifestants ont été blessés lorsque la police empêchait, avec les matraques, les protestataires d'aider une personne écrasée par une voiture de police. Des flics en civil entraient alors en action, utilisant des matraques pour frapper ces protestataires avant de disparaître des lieux. Les activistes étaient tirés à vue avec des cartouches à gaz lacrymogène et des douzaines d'arrestations furent effectuées. Lors d'un incident, le chef de la police de Washington, Ramesy, qui a passé son week-end à minimiser l'importance et la réalité des manifestations, a été forcé d'appeler de l'aide lorsque lui et plusieurs officiers furent entourés et que sa barrette à quatre étoiles située sur son épaule fut déchirée par les manifestants.

À la différence des atteintes à la propriété privée qui ont accompagné les manifestations de Seattle, le **Black Bloc** a focalisé cette fois son énergie contre la répression des libertés constitutionnelles par la police

et a ignoré le centre ville commerçant. Lors d'un incident, les manifestants sont passés devant une filiale de *Gap*, une entreprise connue et dénoncée pour son exploitation intensive. Nul ne toucha au magasin mais, non loin de là, plusieurs véhicules de police étaient attaqués.

Pourquoi tout ce tapage ? Les membres du **Black Bloc** et de nombreux activistes du mouvement anti-mondialisation étaient à Washington en raison de l'oppression que le FMI et la Banque Mondiale créent dans les pays du Tiers-Monde, et qui mène à la pauvreté, la famine et la misère. Ils se battent pour l'abolition de ces institutions et non leur réforme.

L'un des membres du Bloc, qui se fait appeler *Zap*, explique : *Ce que nous essayons de montrer c'est que l'anarchie est l'essence de la communauté. Les communautés sont en train d'être détruites partout dans le monde et nous tentons de leur montrer à quoi ressemble une communauté autonome : qu'elle est forte et qu'elle agit pour le bien des gens. Il y a des gens dans le Tiers-Monde qui ont pleuré aujourd'hui parce que nous avons pu exprimer les choses à haute voix. Nous sommes en train de construire un mouvement inter-racial, un mouvement des gens pour les gens.*

Malgré le fait que les réunions du FMI et de la Banque Mondiale furent relativement peu perturbées par les manifestations, les effets de ces protestations sont clairs. La *zone neutre* encadrée par la police fut occupée par près de 90 blocs de personnes dans la zone du Capitole et les manifestants en ont brisé des douzaines d'autres. Plusieurs stations de métro ont été fermées à cause des manifestations et le service de bus était au mieux sporadique dans la zone du centre-ville. Le gouvernement a demandé aux employés fédéraux du district du Capitole de rester chez eux lundi, ce qui l'a effectivement gêné et lui est revenu très cher.

Plusieurs bureaux et commerces du centre ville sont restés fermés. Des centaines de milliers de dollars ont été dépensés en heures supplémentaires par les services de police de même que des dizaines de milliers de dollars en équipement furent détruits. *Nous avons gagné, a*

déclaré Han Shan, un manifestant anti-FMI/Banque Mondiale, *ils ont dû militariser leur ville pour pouvoir tenir leurs réunions.*

La solidarité en prison

156 personnes arrêtées durant les manifestations du 16-17 avril au sommet du FMI/Banque Mondiale ont été relâchées de prison. En pratiquant la *solidarité en prison*, elles ont réussi à être libérées avec seulement une amende à payer et aucune charge criminelle contre elles.

La capitulation des autorités fut le résultat d'une opération planifiée de *solidarité en prison*, où les détenus dissimulent leur nom en exerçant le droit de garder le silence (garanti par le cinquième amendement de la Constitution) et en perturbant le système avec un refus de coopération unitaire.

Un collectif d'avocats était prévu pour les défendre (composé du **Direct Action Network**, et qui a obtenu l'abandon de charges contre près de 600 personnes arrêtées lors du sommet de l'OMC à Seattle), a négocié avec le district de Columbia et le bureau du procureur général. Le consensus auquel ils ont abouti a été accepté par les arrêtés. Il comprend un abandon de charges et une amende individuelle de 5 \$. Les autorités ont insisté pour que tous les détenus donnent un nom mais sans vérification d'identité.

De plus, l'accord est rétroactif pour toutes les personnes arrêtées lors de ces manifestations, qui n'ont pas encore été condamnées et qui donneront leur nom. Rappelons que près de 1.300 personnes ont été arrêtées lors de ce long week-end d'avril.

August Spies
Asheville Global Report

Traduction de l'anglais Christophe Charon.

(1) Le texte dit *locked-down activists*. Il s'agit d'une technique où les personnes s'attachent soit entre elles soit à des objets à l'aide de *lock-down*, des sortes d'antivols à vélo en forme de U (il en existe de

différentes sortes). Cette technique est utilisée notamment par le DAN et la mouvance écologiste-activiste.

MERCI au bimestriel **Cette semaine**, journal indépendant et sans publicité, dont ces textes sont extraits. **Cette Semaine** a pour but de rendre compte et d'analyser l'actualité sociale et politique, en particulier les luttes sociales quelles que soient leurs formes, dans une optique libertaire et critique. **Cette Semaine** est indépendant de tout parti politique, organisations ou structures instituées et a banni de ses pages la publicité. Vous pouvez vous abonner pour 80 ff par an (100 ff hors de France) en écrivant à **Association Cette Semaine**, BP 275, 54005 Nancy, France, tél/fax 01.45.86.51.42, borbala@free.fr.

EN DÉBAT / ATTAC

La pensée unique et comment s'en défaire...

À la poursuite séculaire
du capitalisme
à visage humain

La fusion, annoncée, des Bourses de Londres et de Francfort nous rappelle les doctes comparaisons entre *capitalisme rhénan* et *capitalisme anglo-saxon*, il y a une dizaine d'années d'ici. Bismarck contre Victoria. Capitalisme sauvage contre capitalisme social, néo-libéralisme contre *troisième voie*. *Dictature des marchés* contre *régulation* ?

Aujourd'hui les critiques du *néo-libéralisme* sont devenues des montagnes qui accouchent régulièrement de souris. Ces sympathiques rongeurs sont drapés dans de somptueuses étoffes. Celles de l'écologie planétaire, de l'éthique, du "tiers-mondisme". Elles parcourent fébrilement les couloirs du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, des Parlements et des ONG. Les couinements de Titi, qui s'appelle Speedy Gonzalez au Mexique, ont été baptisés "expression de la société civile" par Grominet.

La "pensée unique"
médiatiquement améliorée

C'est en janvier 1995, coup de tonnerre dans le ciel tranquille de la globalisation mondialisante et de la guerre en Yougoslavie, au Timor, en

Tchéchénie, au Soudan, en Palestine, au Guatemala, au Congo etc... qu'on découvrait le scandale de la "pensée unique" dans les colonnes du *Monde Diplomatique*.

Les salariés, les travailleurs à la chaîne, les paysans sans terre, les chômeurs, déprimés par le trou dans la couche d'ozone, stressés par les OGM, abrutis par les discours sur la compétitivité, le libre-échange, la déréglementation et la flexibilité... retrouvaient l'espoir, à la lecture de leur journal favori, et se lançaient à corps perdu dans un "riche débat démocratique".

Alors que les travailleurs des services publics, en France, descendaient dans la rue, des sociologues, des philosophes, des journalistes contraient durement le *capitalisme de plus en plus dur* au nom du *bien commun* garanti par un *État éthique*.

Il fallait créer une *pensée unique* pluraliste, corriger les abus du système économique grâce à un État et des institutions foncièrement démocratiques et civiliser le libéralisme débridé, victime de ses propres excès.

Il fallait aussi que *le débat soit en librairie* et qu'il ne porte plus sur l'essentiel.

Si les trompettes pouvaient faire tomber les murailles, ce livre provoquerait une révolution écrit *Le Nouvel Observateur* à propos de *L'horreur économique* de Viviane Forrester. En fait de révolution, il s'agirait plutôt de *nous reconnaître dans de nouvelles valeurs*, de nous *libérer* du travail salarié régulier et d'en finir avec le *mythe* du travail fondement de la société. Dans la pratique, cette *libération* peut prendre, et prend, la forme d'un salaire *à la pièce*, d'un travail *sur mesure* c'est-à-dire flexible, d'un travail social non rémunéré et d'*autres formes de survivance*.

Place à l'économie parallèle, voire coopérative pour vaincre l'économie virtuelle spéculative. Ces thèses, ce programme, avaient déjà été présentés par Samir Amin à propos des pays les moins développés, où les travailleurs de l'économie parallèle auraient été le fer de lance de

changements révolutionnaires, face aux ouvriers salariés
embourgeoisés.

La consécration ne s'est pas fait attendre, puisque Madame Forrester fut invitée au *Forum international de Davos* de 1998 où l'auditoire, loin de s'effondrer, n'eut pas longtemps à patienter pour lui entendre dire que *la mondialisation est sans doute une bonne chose mais qu'il n'y a aucune raison de l'abandonner au seul monde des affaires et de la finance.* Et d'ajouter, pour en finir une fois pour toutes avec la "pensée unique" : *Dire, comme on le fait actuellement, qu'il n'y a qu'un seul modèle de société, je trouve cela stalinien.* Na !

Pour sortir de la logique du profit maximum, on faisait appel, on fait appel, à l'État, au *politique*, tous deux neutres et bienveillants, pour *résister, changer la société.*

Les *politiques*, l'Internationale des *gens bien* dont parlait le transparent Gorbatchev, réagirent au quart de tour médiatique en organisant à Florence, en novembre 1999, une rencontre pour débattre du *Progressisme au XXIème siècle.*

L'autre *Empire du Mal* monopoliste a trouvé là à qui parler et la *pensée unique* avec qui s'éclater, en la personne des camarades Bill, Lionel, Tony, Fernando et les autres - ils venaient, une fois de plus, résoudre la quadrature du cercle et les crises cycliques du capitalisme en compatibilisant le libre-échange et le refus du laisser faire.

Ce travail ardu et créatif ne fut possible qu'à trois conditions ! éviter le mot *impérialisme* (lui substituer *démocratie* ou *gouvernabilité*) ! restaurer le rôle de l'État (*neutre et bienveillant*, c'est un pléonasme) ! lui assurer le label de l'*Internationale socialiste.*

En effet depuis que *le capitalisme ne porte plus en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage*, Lionel, vainqueur de l'AMI, entretient avec lui un *rapport critique* et les sociaux-démocrates, dit-il, *ne sont plus obligés, pour justifier leur action, d'utiliser la phraséologie révolutionnaire ou même la métaphore de rupture* (XXIème Congrès de l'Internationale Socialiste, 11.1999).

Des paroles aux actes, voilà les 35 heures. La gauche (la vraie gauche, celle avec les écologistes et le PCF, pas la droite plurielle de chez nous) réalise alors la réforme *la plus importante de la législature*. Une réforme qui si elle avait été appliquée par la droite en imposant autant de baisse des charges patronales et autant de flexibilité aurait provoqué une grève générale.

C'est la culture qu'on assassine !

*Avec les privatisations, c'est le rôle de l'État, garant et dispensateur d'une **culture** de l'égalité, qui est mis à mal (Colloque de la Fondation André Renard, Syndicats, bimensuel de la FG TB socialiste, avril 2000).*

Parenthèse : voilà pourquoi sans doute les biens culturels ne sont pas une marchandise comme une autre... L'égalité des chances, l'État (neutre et bienveillant) doit l'encadrer, je veux dire, la mettre au mur, dans un Centre, ouvert ou fermé.

L'État doit promouvoir la culture, l'exception culturelle, en créant, par exemple, des agences d'interim baptisées Rosetta.

Albert Frère, Berlusconi, CLT-UFA (la branche audiovisuelle du groupe Berstelmann) devraient comprendre, à écouter les sociologues porte-paroles de la misère du monde, qu'identifier la recherche du profit maximal à la recherche du public maximal, c'est s'exposer à perdre le public relativement restreint des gens qui lisent beaucoup, qui fréquentent beaucoup les musées et les cinémas (Pierre Bourdieu, Questions aux vrais maîtres du monde, octobre 1999).

Marcel Proust, les frises du Parthénon et Le Monde Diplomatique échappent ainsi aux prédateurs et la pensée unique se trouvera confinée dans les stades, à TF1, RTL, ou VTM.

*Et, du même coup, notre docteur en Sorbonne définit magistralement les militants d'**ATTAC** et les bonzes syndicaux.*

ATTAC, une contestation européenne haut de gamme ?

Sommes nous l'Internationale des amateurs, éclairés, de roquefort, des porte-paroles de la "société civile", une ONG négociant des *cartes blanches* ou plutôt des adeptes du ras le bol organisé agissant contre un État qui, de *bienveillant*, est *devenu*, ce qu'il n'a jamais cessé d'être, *surveillant* ?

Et si la "société civile" était l'ensemble des salariés et des clients-victimes de l'État social actif ? Si *le monde n'est pas une marchandise*, il faut rappeler que ce qui fait sa valeur, c'est le travail. Aux multinationales qui, avec Clinton, *veulent mettre de l'hu-manité dans l'économie mondiale* répondons *producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !*

Pétitionnaires ou révolutionnaires, il faut choisir

Il y a évidemment la *troisième voie*, celle empruntée par la *Confédération Européenne de Syndicats* et 25 ONG actives dans le *domaine des droits sociaux*, chacun étant uni sur la base du principe *eux, c'est eux, nous, c'est nous*, comme le précise Mia De Vits.

Il s'agirait au terme d'un processus qui s'annonce long ou en tout cas lourd, de faire une grande déclaration solennelle - c'est eux qui le disent - éventuellement intégrable aux Traités sur l'Union. Une simple Charte n'est pas suffisante pour garantir les droits fondamentaux et rétablir la confiance des citoyens en la construction européenne.
(Syndicats, 7 avril)

Vous lisez *L'Écho*
de la Bourse ou *Le Soir* ?
Les deux, Mon Général !

Pas plus tard que vendredi passé est enfin paru dans le grand *Soir* un appel à euthanasier les rentiers (John Maynard Keynes et Éric Toussaint, propos recueillis par Philippe Servaty, 21.4.2000).

Parenthèse : c'est probablement ce que cherchait à faire, en 1995, le million d'Albanais victimes d'une souverainiste escroquerie financière pyramidale. Ils y auraient probablement réussi si les banquiers escrocs ne leur avait rappelé qu'ils resteraient au pays par la force des baïonnettes et du FMI. L'Albanie, passée du blocus économique à *l'économie de marché*, est le seul pays où s'applique intégralement les Accords d'Helsinki sur la libre circulation des biens, armes et drogues, et des personnes, émigrés clandestins. Ce pays, notons-le, n'a pas eu à postuler son entrée dans l'OTAN puisque c'est l'OTAN qui est entrée chez lui.

Comme disait Gaston Eyskens, fermons la parenthèse du marxisme-léninisme.

Euthanasier les rentiers? C'était John Maynard Keynes qui en parlait dans les années 30, quand il s'agissait de mobiliser des capitaux pour sortir de la grande crise de 1929 par de massifs investissements publics, y compris dans la préparation de la Seconde Guerre Mondiale et la conquête de nouveaux marchés.

Le Soir a donc ouvert ses colonnes à une chronique éthique et boursière où la parole est donnée à Éric Toussaint, *un des fondateurs d'ATTAC en Belgique, auteur de "La Bourse ou la vie" et co-auteur du livre "ATTAC contre la dictature des marchés"* (Ndlr d'AL : et par ailleurs, dirigeant de la 4ème Internationale... les mêmes qui ont voté... contre la *Taxe Tobin* au Parlement européen). Variante de la *Taxe Tobin*, c'est une taxe boursière, *forte*, que propose notre interviewé, on n'ose dire le porte-parole d'**ATTAC-Belgique**. *Puisque l'on taxe les plus values boursières aux USA*, dit-il.

Il ne faut pas interdire les placements en Bourse, assure Éric Toussaint.

Cela aurait mérité un petit développement sur la manière dont se collectent les capitaux pour la réalisations de travaux assurés naguère par des fonds publics. Sur la manière dont les actionnaires privés, minoritaires dans des société mixtes, avec capitaux collectés par l'État, en prennent le contrôle.

Si la Bourse est bien un marché des capitaux, elle peut orienter des investissements industriels, dans les travaux publics, etc. sans que jamais elle n'y joue un rôle déterminant, un rôle moteur. Les décisions se prennent ailleurs et les capitaux ne passent pas nécessairement par les places boursières.

Par exemple la société *Eurotunnel*, si elle a bien amorcé la construction du *Chanel* et si elle a bien procuré des taux de profit exorbitants à ses débuts, n'était pas en mesure d'assumer réellement la réalisation du tunnel sous la Manche. Elle n'a fait qu'assurer, outre des taux de profit faramineux à ses actionnaires premiers, les bénéfices privés de la gestion future et "forcé" les capitaux publics à s'investir à perte. Il en fut de même pour la construction du canal de Suez et celui de Panama. Dans les opérations boursières, le petit épargnant et le Trésor Public sont toujours spoliés.

Alors que le *Traité d'Amsterdam*, notamment, et les règles de l'UE, interdisent toute entrave au mouvement des capitaux, il n'y a aucune voie "démocratique" pour imposer la taxation proposée.

Ajoutons que dans la réalité économique européenne, des capitaux britanniques, par exemple, placés sur la Bourse de Paris sont exonérés d'impôts.

L'argument éthique est non seulement inopérant mais pervers, sauf à penser taxer l'argent sale, l'argent de la drogue, de la prostitution ou du commerce des armes et à contester que sur le marché capitaliste une marchandise en vaut une autre.

Il faut aussi se rendre à l'évidence que les mouvements de capitaux à l'échelle internationale ne se font que très partiellement par l'intermédiaire des bourses. **ATTAC** serait bien dans son rôle en

analysant comment se ventilent les flux de capitaux (70.000 milliards de fb par jour) et en déterminant par où ils passent et comment ils s'échangent.

Quant aux banques éthiques, comme leur nom l'indique, c'est très maigre et ce n'est pas coté en Bourse.

ATTAC va faire ses balises ?

Éric Toussaint sème le doute dans l'*Internationale Socialiste*, dont, dit-il, le cœur n'est pas gai, pour s'être inscrit pendant des années dans la démarche initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher et qui a l'esprit occupé à réfléchir aux limites à apporter à la mondialisation. **ATTAC** devrait, selon Éric Toussaint, l'aider à élaborer des balises, avec la contribution de Ricardo Petrella, économiste de renom.

L'aider à noyer son chagrin et à transformer les paradis fiscaux en soviets ?

La mondialisation prend l'eau...

Ricardo Petrella mène fort opportunément campagne pour que l'eau soit reconnue patrimoine commun de l'Humanité, autrement dit, ne soit pas privatisée. Quoique militant d'**ATTAC**, se risquerait-on à revendiquer la nationalisation de l'eau, déjà cotée en Bourse ?

Puisqu'il s'agit de mettre des balises aux excès, aux abus, le 12 avril la population de Cochabamba (un million d'habitants), en Bolivie, est descendue dans la rue pour protester contre la pénurie d'eau et l'augmentation de 45 % de cette denrée rare, après sa privatisation par une société britannique. Le Général Banzer, dictateur démocratiquement élu est lui aussi partisan de balises il a proclamé l'état d'urgence. On dénombre au moins six morts et une centaine de blessés.

Le Président de la Chambre des Députés de Bolivie, Hugo Caraval, a parfaitement résumé le problème par une déclaration qui devrait

figurer dans les manifestations contre l'UNICE, à Bruxelles, les 9 et 10 juin prochains : *Le pays nous a démontré sa colère et sa fatigue face à une politique et un système démocratique qui fonctionnent bien, mais qui ne tiennent pas compte d'une société totalement laissée pour compte.*

**Eux c'est eux,
nous c'est nous !**

À ceux qui cherchent à définir **ATTAC**, *Mia De Vits* apporte sa contribution désintéressée : *Les schémas de participation de la "société civile" (c'est elle qui met les guillemets, pas moi) au débat public se sont modifiés. On voit ainsi naître sous l'appellation d'ONG des mouvements éphémères ou des coalitions informelles et changeantes d'organisations qui possèdent des structures et des orientations différentes. Les organisations syndicales, ont, quant à elles, un rôle spécifique d'interlocuteur social à jouer. Un rôle non pas lié à un problème particulier, comme c'est le cas des ONG, mais transversal. Elles ont un rôle nécessaire pour la démocratie et que l'on risque d'affaiblir en les fondant dans le concept indifférencié de "société civile. Les gouvernements ont, en effet, souvent tendance à confondre dialogue social et dialogue avec la société civile (ce n'est pas moi qui ai supprimé les guillemets) en désignant comme interlocuteur de cette société civile des organisations dont on ne peut mesurer ni la représentativité ni l'indépendance. [heureusement] les organisations syndicales ont souvent travaillé avec les ONG dans un climat de confiance pour atteindre les mêmes objectifs (Syndicats, 7.4.2000). Tiens, tiens, l'AFL-CIO n'était pas à la manifestation de Washington.*

**L'important
c'est de participer...**

Pour que la FGTB soit associée à la réforme fiscale, Michel Nollet entame, lui, une franche collaboration avec **ATTAC** et réclame ! un impôt sur la fortune, fût-il limité aux 10 % des contribuables les plus fortunés ! un impôt de 33 % sur les plus-values boursières ! l'affectivité de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, pour passer des 20 %

réellement perçus aux 40 % dûs ! un impôt minimum sur les sociétés (un forfait qui empêche de descendre sous un certain seuil) ! le démantèlement des régimes fiscaux des centres de coordination, de distribution et de services.

Bien entendu, tout ceci nécessite la levée du secret bancaire, l'établissement d'un cadastre des fortunes et la suppression des titres au porteur, prévoit, avec beaucoup de bon sens, le Président de la FGTB. Il prévoit aussi un refus de la part du Ministre des Finances. Nous aussi.

Michel Nollet lance l'idée d'une *cybertaxe*. Et non content de la lancer, il demande au *Gouvernement belge de la faire examiner par l'Union Européenne, voire par l'OCDE et l'OMC*. Comment ceux-ci vont-ils retrouver tout seuls ces 0,0000003 franc/bit dans l'herbe drue du stade des Jeux Mondiaux du Commerce, si on ne les y aide pas ?

La Taxe Tobin est en marche !

Cette fois, la FGTB reprend la *Taxe Tobin* des frêles mains des militants d'**ATTAC** pour en faire un puissant instrument de lutte : le levier de **0,01 %** qui va permettre de soulager le budget de l'État, de financer la Sécurité Sociale, les pensions, d'augmenter les salaires des agents de la Police Unique, de refinancer l'Enseignement, de réduire les écarts de revenus, à concurrence de 32 milliards de fb. *Il est toutefois évident qu'une telle taxe ne pourra être instaurée dans un seul pays. L'idéal serait qu'elle soit décidée au niveau mondial. Mais le réalisme nous impose de la réclamer d'abord au niveau de l'Union Européenne* (Michel Nollet, président de la FGTB, Syndicats, 21.4.2000).

Quelle meilleure occasion pour présenter la chose sous son jour le plus favorable aux Commissaires Européens présents à l'*European Business Summit* de l'UNICE, qu'un colloque, un banquet ou un parcours de golf ?

Thierry Delforge

Lettre ouverte à Mr Ramonet

Habituellement, je n'écris jamais à un journaliste. À 50 ans passés, j'ai appris depuis long, temps que la *condition* du journaliste était avant tout celle d'un salarié (fut-il de luxe) consentant et obéissant aux ordres d'un patron de presse tirant ses profits pour moitié des subsides accordés par les politiciens (nos maîtres) et pour l'autre du marché par l'intermédiaire de la publicité. Un journaliste n'est qu'un illusionniste appointé, chargé de transformer la vie en faits divers, l'indignation en résignation, et la vérité en silence. Non, je n'écris jamais à un journaliste, ni à un juge, ni à un flic. Mais il m'est de plus en plus pénible de supporter le spectacle d'**ATTAC** (cette gauche virtuelle), et les litanies pleureuses quotidiennes de votre disciple *Daniel Mermet-on-n'y-peut-rien* sur *France Inter* et surtout les multiples interventions de vos collègues du *Monde diplomatique* et d'**ATTAC** dans tout ce que les villes de province comptent comme soirées bourgeoises et polies, où l'on débat en de prétentieux monologues sur l'avenir du peuple ou de l'humanité, cette fange miséreuse incapable de démocratie (le chômage, le Nord-Sud, le racisme, les OGM, les banlieues...). Nous pourrions vous ignorer, vous laisser faire salon, lectures et causeries, entre vous, entre gens biens, parvenus et assis. Mais le succès médiatique aidant, le "concept" du citoyen (*cet extrémiste du consensus qui n'a d'opinion ferme et précise sur rien d'essentiel et n'en tire par conséquent aucune conclusion sur quoi que ce soit qui puisse l'engager*) se révélant porteur politiquement et financièrement (à propos, comment va le *Diplo* ?), voilà que vous venez vendre votre boniment dans la rue. Il n'y a plus de manifestation sans que l'on voit pointer un tract d'**ATTAC** ou une banderole glorifiant le citoyen, plus un problème social sans que l'on voit un de vos disciples ânonner vos propos sur un écran de télévision entre un écrivain d'un jour et un économiste "propre". On vous présente

comme *la belle gôche*, la pure, la responsable, l'honnête, celle qui parle de l'Afrique et des banlieues, qui dénonce la misère, qui fustige la corruption politique et financière... *La nouvelle gôche* ! Quelle tristesse, quel mensonge, quelle duperie, monsieur Ramonet !

Ah certes, vous avez du talent pour compter les cadavres, peser les fortunes, mesurer les profits, énumérer les dictateurs, estimer les morts, les inourants et les mortels. Vous et vos disciples êtes les champions de l'économie de la souffrance et de la misère. Vos livres de compte sont à jour. C'est votre première fonction. Énumérer le chaos, la douleur, l'injustice, le vol et le pillage. Faire peur ! Il faut que le message passe : *Le monde est un vaste chaos cruel et sanguinaire, et l'Europe de l'Ouest est un maigre havre de paix, vert et fragile, parfois blessé mais préservé jusqu'à ce jour des pires avanies venues de ces démons éternels qui hantent la nature humaine.*

Votre seconde fonction, c'est d'éviter le désordre, de contenir la révolte, de calmer les troupes. Pire encore, de *policer* la contestation. À grands cris de *Citoyens, aux urnes citoyens*, vous défendez tout ce qui participe au pillage de ce monde et à son aliénation.

Les élections d'abord. À chaque fois, c'est le même refrain. Face au détournement de la démocratie et des biens publics par les clans de politiciens, vous en appelez aux urnes et au *contrôle citoyen*. Vous rêvez même d'un *contrôle citoyen de l'OMC*, les volés négociant avec leurs voleurs pour que le vol soit moins cruel. Quelle foutaise ! De la démocratie plein la bouche, vous n'avez de cesse que de vanter les mérites des élections, de l'élu et de la représentativité. Comme tout bourgeois installé, vous avez peur de la colère de ceux qui triment, de ceux qui en bavent, de ceux qui paient de leur vie leur combat pour un monde de classe.

La marchandise ensuite, pierre angulaire du système capitaliste. Avec votre taxe Tobin, Monsieur Ramonet, vous me faites penser à ces dames de charité qui, le dimanche après la messe, vont jeter du mauvais pain à leurs bons pauvres. La semaine, ces maudits pauvres travaillent dans l'usine de leur banquier de mari. La taxe Tobin, c'est ça et pire encore. Car, aussi infime que soit le taux de taxation des profits boursiers, leur

coût finira toujours par être répercuté sur le *citoyen consommateur*... pardon... par le *citoyen marchandise*. Vous parlez de la mondialisation avec résignation, du profit avec résignation, de l'exploitation avec résignation. Mais dites-moi, Monsieur Ramonet, le soleil a-t-il besoin de tant de fric pour briller ?

C'est pour tout cela que je vous écris. Pour vous dire haut et fort que vous êtes, vous et vos disciples, *les plus précieux alliés* du capitalisme. Dénoncer l'exploitation, c'est bien. Expliquer que c'est inexorable, c'est *défendre* le capitalisme. Appeler aux urnes, c'est participer activement au maintien de ce système, c'est en assurer la sécurité, la pérennité. Vous n'êtes pas un progressiste, ni un contestataire, pas même un réformiste, vous êtes un serviteur du capitalisme, un illusionniste... un journaliste.

Vive la Sociale, Monsieur Ramonet, vous pourrez toujours compter nos morts !

Étienne D. - CNT/AIT

EURO 2000
OPIUM EN VENTE LIBRE

Le mensonge du ballon rond

C'est reparti. L'**Euro 2000**, comme on dit, s'installe en Belgique (et aux Pays-Bas), et pendant plusieurs semaines, on ne va plus nous parler que de cet étrange spectacle consistant en vingt-deux personnages, par définition virils, se disputant un ballon dans une arène entourée de

dizaines de milliers d'hommes et de femmes hurlant et se comportant parfois en véritables forcenés.

La télévision imposera ce spectacle sur la plupart des chaînes accessibles, assorti de commentaires parfois aussi hurlants et forcenés, qui relèvent davantage du métier de correspondant de guerre que de celui de journaliste soucieux d'objectivité.

Comme il s'agit d'une compétition entre équipes représentant des nations, c'est à un déferlement de passions nationalistes que l'on va assister.

La Belgique, en tant que pays co-organisateur, en sera. C'est sans doute le seul lieu où elle peut encore passer pour nation, et où le tricolore est brandi sans crainte de ridicule. On verra dans les tribunes des grands ou qui se voudraient grands de ce monde soucieux de se montrer *près du peuple*.

Le foute, on le sait, est le plus grand rassembleur de monde qui soit sous nos latitudes. Chaque semaine, rien que chez nous, les stades voient affluer presque autant de monde qu'une visite papale. Avec cet Euro, ce sera à dix, vingt, trente équivalents de visites papales que l'on aura affaire. Si j'étais le Pape je créerais une équipe du Vatican, la ferais sponsorisé par *Walt Disney* et l'accompagnerais dans tous ses déplacements

On va encore essayer de nous faire croire qu'il s'agit d'un sport, c'est-à-dire d'un jeu populaire pratiqué hors les portes de la ville (*des-portes*) par de braves petits gars qui ne songent qu'à s'amuser tout en veillant au développement harmonieux de leur corps. C'est sans doute ce que le foute était au temps où se pratiquait la soûle entre des groupes représentant des villages ou des quartiers voisins. Cela n'allait pas sans bagarres mais il n'y avait guère de récompenses autres qu'honorifiques à la clé.

Alors qu'aujourd'hui, les joueurs sont des professionnels payés comme l'étaient jadis les plus grandes divas, surentraînés et souvent soumis à des traitements médicaux destinés à accroître leurs performances (1).

En temps normal, ces gens-là sont au service d'une entreprise de spectacle, appelée *club* disposant de capitaux considérables et patronnée par d'autres entreprises n'ayant que peu de rapports avec le sport, comme des banques, des fabricants d'automobiles, voire des producteurs de boissons alcoolisées. Leurs marques s'étalent sur les maillots des joueurs, tout comme sur des panneaux disposés tout autour des stades, dont la lecture est rendue obligatoire par le balayage des caméras de télévision.

De la guerre symbolique...

On est loin des pacifiques rencontres entre amateurs désintéressés, sous le regard de quelques amis et amateurs de jolies passes. Quand les couleurs portées sont celles d'un pays, l'identification nationaliste se superpose à celle que les supporters accordent à leurs clubs, avec une ferveur qui relève souvent de l'engagement religieux (2). On a vu ainsi des pays entiers s'enflammer pour les équipes censées les représenter, et croire gagner de la part des autres nations une estime à laquelle les résultats de leur économie ou de leur régime politique ne leur permettraient pas de prétendre. Sans doute s'agit-il là, comme l'a prétendu Umberto Eco, d'une manière de faire la guerre par des moyens sensiblement moins sanguinaires que la manière habituelle. Il n'empêche que le réveil, à l'occasion de ce qui ne devrait être qu'un jeu entre preux chevaliers du ballon déterminés à faire du mieux possible, de passions aussi funestes, encore capables de nos jours de dégénérer en d'horribles massacres, devrait inciter à la réflexion. Car si l'hypothèse de la fonction cathartique de tels affrontements ne doit pas être *a priori* écartée, celle de l'entretien par le spectacle des mêmes affrontements d'hostilités nocives est tout aussi pertinente. La résurgence des nationalismes aura été l'une des plaies les plus sanglantes de la fin de ce siècle. Faut-il que le fanatisme de supporters aveuglés par le camouflage des enjeux véritables contribue à la maintenir ouverte ?

... à la guerre de l'Audimat

Car il ne s'agit, au fond que d'Audimat et de promotions publicitaires. Les chaînes de télévision autorisées à retransmettre les matches accroîtront leur capacité à attirer les spots de réclame, et les joueurs ne seront que les démarcheurs de marques pour qui le prétendu sport n'est qu'un prétexte à étendre leurs marchés. On sait aussi qu'à l'occasion de cette Euro 2000, le business du foute pourra accroître son chiffre d'affaires, grâce aux transactions qui s'opéreront autour des joueurs considérés comme les meilleurs, et qui ne sont que les domestiques portant livrées bariolées d'intérêts étrangers à la finalité proclamée du véritable sport : *mens sana in corpore sano*.

Le pire est sans doute la prétention des médias et de la presse écrite à rencontrer ainsi le goût de l'immense majorité des citoyens. Il va de soi que l'on doit s'intéresser à l'Euro, comme il va de soi que l'on doit pleurer Diana et prendre Teresa pour une sainte. Cette supercherie appelée football va renforcer l'emprise de la télévision sur les foyers et sur les consciences individuelles. Cela permet certes de masquer des enjeux authentiquement vitaux. Mais aussi de rassembler autour des petits écrans une foule hypnotisée par la même absence de sens et qui confond son atomisation avec le faux slogan de l'individualisme contemporain.

Allons, il sera temps, lorsque déferleront sur nos postes les images de ballets anabolisés et de vociférations primitives, de pousser sur la touche *extinction* du zappeur et de prendre un bon livre. L'Euro nous fournira ainsi l'occasion de redécouvrir le plaisir de se mêler à la pensée d'un auteur capable de parler de vraies passions, loin du bruit et de la fureur d'un monde déboussolé par des intérêts mercantiles. Ce sera la seule raison de le remercier (3).

D'après un texte de Claude Javeau

déjà publié dans AL à l'occasion du Mondial

(1) Cela s'appelle le dopage. Et qui donc aurait le droit de leur jeter la pierre ? Pourquoi les sportifs, de tous les professionnels du spectacle, seraient-ils les seuls à ne pouvoir ingurgiter des drogues capables d'améliorer leurs prestations ? Contrôle-t-on les urines des danseuses ou des présentateurs à la télévision ? Cette façon de vouloir faire

croire qu'il s'agit de *sport* au sens ancien du terme ne relève-t-elle pas de l'hypocrisie la plus effrontée ?

(2) *Religieux*, en effet, les incantations mille fois répétées, les transes, les accoutrements stéréotypés voire le marquage du corps des supporters, les beuveries et les autres dépenses de consommation qui accompagnent les matches etc.

(3) Pour les lecteurs que la critique radicale du sport intéresserait, je recommande le livre de Jean-Marie Brohm, *Les meutes sportives - Critique de la domination*, Paris, I'Harmattan, 1993, 575 pages.

FANTASIE

L'argent
n'a pas d'odeur
... mais
il y contribue !

Bruxelles ressemble tellement à un soufflé retombé, à une méduse échouée sur une plage de béton, à un *Bruxelles 2000* branché grotesque, à la petite mine essoufflée grise des fonctionnaires européens, belges et maussades, à un vulgaire guichet de vente de tickets pour l'*Euro 2000*, à une chanson de Lara Fabian. La parcourir, c'est toujours zoner et voir défiler le spectacle d'une bourgeoisie fin de lignée, zombiesque, livide, obèse, imbue d'attaché-case, cravatée, qui s'agite mollement, qui agiote follement, qui consomme, qui consomme,

qui consomme, jusqu'à faire une somme de cons fatale, un authentique mur de la honte sur lequel butent inlassablement et tragiquement toutes les espérances de la dignité humaine, ainsi à jamais entravées par cette enceinte de morgue. Là s'y projettent comme sur les parois de la caverne de Platon, mais en négatif, en gris et pathétique, les ombres décharnées de toute la misère humaine de l'autre monde. Et les cris douloureux surgis des confins d'outre-tombe des crève-la-faim y résonnent comme un déplacement d'ouate, étouffés par l'exubérance sinistre et assassine des vrombissements des voitures démentes, tapissés par un écran d'images publicitaires de bonheur soldé, cynique et plat. Tous ces appels au secours, ces gémississements déchirants, ces fusées de détresse sont mis en sourdine, font flop, dans un océan d'indifférence ventripotente où les vagues ont des reflets d'argent.

Bruxelles-la-haine...

Vendredi donc, comme souvent, je voyageais en bus, gratuitement, joyeusement, bravement, assis et insouciant, chantonnant *La Ravachole*, libertaire et sans ticket... quand... arrivé à la place Royale...

- *Contrôle des billets, svp.*
- *J'en ai pas, que je répondis.*
- *Votre carte d'identité, alors.*
- *Hélas, signé pas de chance. Vous m'auriez demandé d'entonner l'Internationale ou un petit air de 36, que je m'exécutais illico. Mais je suis un Juif de 41 qui refuse de porter une étoile jaune, une étiquette administrative de traçabilité, un tatouage sur carton plastique.*
- *Tu fais partie du Collectif sans ticket ?* me demanda le contrôleur, étonnamment patient et amical qui cependant avait un visage dont certains traits m'étaient familiers sous sa barbe fournie.
- *Oui et heureusement que là au moins, il n'y a pas de carte de membre,* lui assuré-je.

- *Alors, descendons et allons boire un verre, nous serons plus à l'aise pour discuter, me proposait-il, puis, à l'attention de ses collègues, il ajouta Le soleil, le ciel bleu, la température coton, tout nous invite à nous désaltérer, à faire une pause carrière. Compagnons contrôleurs, contrôlons notre dignité, éclusions quelques litrons de rouge en compagnie de... ?*

- *Dirk, répondis-je, tout sourire, et je souriais tellement jovialement, que même Mathilde, en comparaison, aurait eu l'air de la pleurnicharde Fabiola, d'une feuille de salade dans un Big Cheese, d'un Philippe en tutu, d'un Louis Michel en Autriche, d'un arc-en-ciel en Belgique.*

- *Et moi, c'est Werner, enchanté.*

*C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés assis, à une petite dizaine, sur les marches du Mont des Arts, autour d'une fontaine de rouge, emplissant nos godets puis nos gosiers, avec un rare bonheur. Pour paraphraser un poète, chacun de nous se sentit alors comme *la plus petite place Rouppe du monde*, anonyme et libre, architecture quelconque, ne payant pas de mine, et pourtant...*

- *Salud y Anarquia!* proposa Werner.

- *Salud y Anarquia!* qu'on reprit tous à l'unisson.

- *Alors, tu ne paies jamais le bus ?* me demanda Werner, le contrôleur.

- *Non, je milite pour la gratuité des transports, le transport est un droit de l'homme qui doit être accessible à tous, dis-je un peu pompeusement.*

- *Oui, je connais évidemment la chanson. Et j'apprécie la méthode. Néanmoins, ce que j'ai du mal à digérer, c'est que souvent les anars se contentent de l'appliquer aux transports publics - ce qui, entre nous, est plutôt facile - alors que les droits de l'homme, il y en a d'autres qui mériteraient tout autant l'application de cette méthode, comme par exemple, le droit de manger, le droit à la culture, le droit au logement, le droit au gaz, à l'électricité, au téléphone, à l'eau. Et là, que voit-on ? Des anars faire la file aux caisses des supermarchés, des libertaires*

portant caddies et porte-monnaies aux Abattoirs, des Bakounine remplissant consciencieusement des relevés d'eau, des Émile Henry signant des domiciliations bancaires au profit des fournisseurs d'électricité, et je passe sur les Ravachols s'acquittant de leurs loyers avec la régularité et la ponctualité du mécanisme de la minuterie d'une bombe à retardement, et je fais l'impasse sur les Louise Michel payant les traites de leurs maisons.

Werner punctua son réquisitoire en avalant goulûment de grandes gorgées de rouge à la manière des corsaires des films hollywoodiens. Ses collègues l'approuvèrent et firent passer la fontaine de vin... À ce moment, je me fis la remarque en mon for intérieur que leurs visages ne m'étaient pas non plus tout à fait étrangers.

- La critique est facile, comme le sarcasme, hasardai-je, mais quoi, le rapport de force actuel dans lequel se trouve le mouvement anar n'incite guère à un surplus d'audace.

- C'est tout ce que tu trouves à répondre ? Tu parles comme un pro de la politique : rapport de force, réalisme etc., s'enflamma Werner. Il y a des barbelés partout à s'en choper un tétanos d'enfer, ce monde pullule de frontières, de garde-frontières à la poésie des garde-manger, de serrures, de scellés, de portes blindées, de coffres-forts à en suffoquer, et tu proposes, toi, en quelque sorte de prendre ce mal en patience. Quand tu parles comme ça, laisse-moi te dire que t'es un anar d'aquarium, "d'aquarium à verre dépoli pour poissons timides", pour reprendre le mot d'Alphonse Allais. Comme c'est d'un tristouille, Dirk, comme c'est d'un lamentâtre et tellement confortasse. T'as un boulot ? Oui ! T'as du fric, un petit capital mensuel, je présume, t'es donc du côté des capitalistes, tendance grain de sable, sans doute, mais de ces grains de sable dont le capitalisme fait ses plages, ses plages blanches de sable pilé.

Puis, dans le sens du passage de la fontaine à vin, on se passa la parole à tour de rôle, les acolytes de Werner s'en donnant à cœur joie, se gargarisant au rouge et aux propos tranchants.

- *L'argent, enchaîna une des contrôleuses de la bande, c'est des morceaux de haine dans chaque porte-feuille. Chaque billet de banque est une insulte à la fraternité humaine.*

- *Oui, l'argent, c'est le premier degré de la méfiance, poursuit un autre. C'est le premier verrou à la solidarité humaine. L'argent, c'est la propriété et la propriété, c'est le vol, c'est connu, c'est oublié.*

- *Il faut abolir la propriété, les anars l'oublent par trop souvent, reprit encore un autre. La propriété débouche toujours sur la hiérarchie, sur la guerre, sur MSF CCP 000-0000000-00. La propriété privée fait de nous des douaniers, des vigiles perchés sur les miradors de notre possessivité. Oui la propriété, c'est le vol. L'argent, c'est le vol. L'argent, c'est tantôt la chaise électrique des pauvres, tantôt le salaire de la peur.*

- *La société libertaire doit se construire dès maintenant, au jour le jour, ajouta le suivant. Comment ? Je ne sais pas trop. Mais à coup sûr, pas avec de l'argent, pas avec des mentalités de propriétaires. Il faut une rupture. Il faut zapper la société, radicalement. Commencer par soi-même bien sûr, sans tabou, ni veau d'or pour museler la Nana Mouskouri qui chante en chacun de nous. Avec les pioches d'une résolution collective, on pourra alors lézarder et passer outre les murs de haine qui nous encerclent à nous rendre bancaux. Le monde est vaste, la terre appartient à tous, suivons les voies balisées par les Marius Jacob, les Durutti, empruntons des chemins nouveaux, quittons le sillon des routes tracées par les banques mortifères, ces banqueroutes criminelles qui mènent droit à la déresponsabilisation, au servage et aux traites mesquines.*

- *Il s'agit bien de créer 10, 100, 1.000 Seattle au quotidien, au niveau local, régional, continental, scanda enfin celui du groupe qui avait goûté plus que de raison tiède au nectar de nos résolutions.*

C'est alors que mon franc tomba (je ne le ramassai évidemment pas, après tout ce que je venais d'entendre). Mais oui, sous ces barbes-postiches- sous ces perruques baroques, je reconnus mes amis, mes frères en anarchie. Werner, c'était bien sûr Rarab. Et puis, elle, Mickey

Chawet, et Fun, et Surlegateau, et Lelie C., et Nanie-Marre, et tous les autres.

- *Mais que faites-vous en contrôleur, m'écriai-je incrédule ?*

- *On passe à l'offensive, me répondit Rarab. On va à l'abordage des passagers. À ceux sans tickets, on offre un œillet rouge et un sourire complice, aux autres, on déchire les tickets, on les réduit en confettis qu'on balance en l'air allègrement et basta les caniches. Vive le transport libéré! Vive l'anarchie organisée !*

Bruxelles, ma belle...

Dirk

TRANCHE DE VIE

Née protestante

Dans ma famille
on se pose pas
de question :
on naît, on vit,
on meurt protestant.

Quand j'ai vu le jour il y a une bonne quarantaine d'années, elle s'est vite empressée de me faire baptiser dans un temple immense, ancien château ayant appartenu à une tante de Louis XV et que les protestants allaient racheter en 1804 pour en faire leur lieu de culte exclusif, mettant ainsi fin à 120 ans de *simultaneum* ou *église mixte*, c'est-à-dire de partage d'un même édifice entre deux communautés religieuses, catholiques et protestantes. Partage forcé, introduit par Louis XIV,

souvent haineux, plein de mesquineries et de tours pendables joués à l'encontre de son adversaire spirituel.

Le décor historique et le fondement moral

Quand l'Alsace est rattachée à la France de Louis XIV en 1648 par le traité de Westphalie, la Réforme de Luther, Calvin et Zwingli est déjà largement introduite, coupant la région en deux : majoritairement protestante au Nord selon un axe Saverne-Strasbourg, catholique ailleurs avec quelques îlots de protestantisme. Cette séparation répondant au principe de *cujus regio ejus religio* (tel prince, telle religion) imprégnera profondément les mentalités et les us et coutumes des habitants.

On peut dire de la réforme protestante qu'elle est la justification théologique de l'obéissance, la conception divine du pouvoir temporel dont se serviront le moment venu les philosophes de l'État moderne. En dehors de l'État, point de salut ! L'État laïque n'est pas loin ! Cette réforme matérialise l'esprit du capitalisme, voire de la politique moderne. Pour Luther, il doit y avoir un État auquel il faut obéir. Selon lui, Dieu (ce petit malin !) a instauré deux règnes : *le spirituel qui, par le Saint-Esprit fait des chrétiens des gens de bien et le temporel qui fait obstacle aux non-chrétiens et aux méchants afin qu'ils soient obligés par des contraintes extérieures de respecter la paix et de rester tranquilles* B qu'ils le veuillent ou non. La soumission au Prince *qui use chrétiennement de son glaive* est la soumission à Dieu. Luther façonne alors un individu totalement dépourvu d'humanité : hanté par le *péché*, le réformateur en fait non seulement la créature de Dieu mais aussi le sujet zélé de l'État. Et Luther de justifier ainsi sa place du côté de la répression pendant la Guerre de Trente Ans.

De quelques applications sociales du protestantisme

Car ce qu'il faut retenir du protestantisme, ce n'est pas tellement les divergences théologiques et fonctionnelles de l'idéologie (rejet de

l'autorité papale, du culte de la Vierge, d'un certain nombre de sacrements, du célibat des prêtres, etc.) ni les multitudes d'églises issues de ce courant (luthériens, réformés, anglicans, congrégationalistes, méthodistes, pentecôtistes, piétistes B j'en passe et des meilleurs !). Le protestantisme, contrairement aux idées reçues, n'est pas forcément synonyme de progrès. Il a beau constituer, par exemple, une étape importante pour le développement scolaire en Alsace, les écoles n'ouvrent que dans un seul but : l'alphabétisation comme condition indispensable pour assimiler les concepts nécessaires au salut de l'âme, en remplaçant les rites par un *savoir* et la lecture de la Bible ! De plus, il exige la séparation des sexes, instaure un droit d'écolage (études payantes !) et associe l'école aux paroisses.

Cet héritage survivra longtemps dans ses formes archaïques : je suis allée à l'école primaire de filles protestantes, mes petits copains à l'école primaire de garçons protestants, les deux écoles étant situées dans des quartiers bien différents pour que les rencontres des sexes ne se fassent pas ! Seuls le catéchisme obligatoire (de dix à quatorze ans on vous bourre le mou pendant une à deux heures par semaine) et l'*École du Dimanche* nous réunissaient après le culte en allemand et en français sur les bancs de bois et le chœur de l'Eglise résonnait de nos voix enfantines pleines de ferveur susurrée ! La paroisse catholique refusant fermement d'accueillir dans ses écoles confessionnelles les enfants de religion juive, ceux-ci rejoignirent les écoles protestantes. Mais pendant le quart d'heure de religion obligatoire, l'institutrice leur confiait un devoir écrit et les encourageait *innocemment* à avoir les oreilles en alerte quand l'harmonium accompagnait le chant religieux du jour. Car, ici, en Alsace-Lorraine, l'enseignement religieux fait partie de l'enseignement tout court et dans les écoles primaires, ce sont les instituteurs et institutrices en personne qui en assurent la transmission. Et ce, dès l'école maternelle !

Bien sûr ! Je vous parle d'un temps révolu puisque œcuménisme oblige, on mélange maintenant les torchons et les serviettes et nous ne formons plus qu'un dans la résurrection du Christ ! Les petits garçons et les petites filles fréquentent les mêmes écoles, mais la religion les sépare encore : quand vient l'*heure de religion*, les groupes se forment

et chacun rejoint docilement la salle du curé, du pasteur ou de leurs laïcs. Ceux qui sont dispensés sont montrés du doigt : les musulmans, les juifs, ceux dont les parents *ne sont rien* ! Comme nos gamins, qui, un temps, ont souffert de la pression sociale de groupe, frustrés de ne pouvoir participer à l'alibi distrayant (on fait du bricolage en préparant la crèche pour Noël !) ou d'avoir leur petite sucette. *La dame qui fait religion est très gentille* : elle distribue des bonbons !.

- *Pourquoi vous voulez pas que je fasse religion ? Ils s'amuse bien pourtant !*

Le lobby religieux est tout puissant, ici comme ailleurs. Mais ici, les ministres des cultes sont fonctionnaires de l'État, les communes participent à l'entretien et la réfection des bâtiments religieux, les paroisses ont leur conseil de fabrique qui décide de l'administration des biens fonciers ou autres ainsi que de la vie de la communauté religieuse. Malgré le brassage et la cohabitation culturelle, on reste toujours référencé par rapport à une appartenance religieuse : on est d'un bord ou de l'autre, on est tolérant juste ce qu'il faut. Enfant et adolescente on me disait de me méfier des catholiques, que nous n'avions rien à voir avec eux, que leur culture était différente, que les prêtres les tenaient d'une main de fer, qu'ils étaient obtus et jaloux de leur religion, et tant qu'à faire, qu'ils avaient confisqué Dieu à leurs propres fins.

Estampillé(e) à vie ?

La vie s'articule et se scande autour de conventions. Dans le privé, le protestantisme a gommé le corps, la sensualité. Les marques du puritanisme, voire d'austérité transpirent des rituels : sobriété de l'autel très rudimentaire, habit noir du pasteur. On est loin du pompeux et des cliquetis des messes cathos ! Et cette subtile invention de la confesse où les catholiques s'épanchent sans vergogne de leurs ridicules péchés, alors que les protestants souffrent mille douleurs, seuls face à Dieu, ce Dieu vengeur, terrifiant, sanguinaire, qui exige, selon la légende, l'immolation de son propre fils. Fritz Zorn, descendant d'une famille protestante très riche de Zurich, raconte avec beaucoup de justesse dans son livre autobiographique *Mars*, qu'il a été éduqué à

mort. Je pourrais dire, pour ma part, avoir été élevée dans le respect des convenances, des lois et de la méfiance de l'autre. Difficile de sortir totalement indemne de tant d'années de catéchisme forcé et autant d'*Écoles du Dimanche* où l'on vous serinait à longueur de cantiques et d'alibis culturels la toute-puissance de Dieu, le respect de l'ordre établi. J'ai dû me battre pour ne pas voter à dix-huit ans. On m'a vivement apostrophée en hurlant que *cela ne se faisait pas!* Et cet esprit de tolérance hypocrite ! Oui, nous sommes ouverts, mais seulement dans l'acceptation de la différence et non pas dans son respect. Je me surprends encore parfois à ressentir au fond de moi ce sentiment de culpabilité, poison subtil que des générations de personnes *bien intentionnées* ont délité dans mes pensées et qui paralyse toute tentative d'affirmation de soi.

Il est facile de se battre contre les dieux, mais il est autrement plus difficile et donc plus nécessaire de lutter contre l'idée même de Dieu. Lorsque celle-ci vous cueille dès le berceau, elle modèle vos années d'enfance et conditionne ainsi toute une vie. La campagne de débaptisation lancée actuellement à l'occasion du Jubilé est une occasion de se faire entendre, mais elle ne suffit pas à elle seule à contrecarrer les plans toujours conquérants des tenants de la religion. N'oublions jamais que là où Dieu est, l'homme (et encore moins la femme !) ne peut exister !

Devenir libre-penseur(se) et anarchiste, c'est brûler un beau matin tous ces oripeaux dans lesquels on vous a enveloppé(e) et aller, riche de sa seule humanité, à la recherche du bonheur, de cette générosité dénuée de toute charité, de cette fraternité libérée de toute bonne conscience, de cette tolérance élargie qu'on appelle le respect, de cette liberté indispensable à chacun et chacune pour construire ensemble un autre futur.

Martine
Fédération Anarchiste Francophone

SOLIDARITÉ SÉNÉGAL

AUPEJ

Des énergies sociales en mouvement

Au Sénégal, la vie quotidienne est structurée par la religion. Tivaouane, ville sainte du *tidjanisme* n'échappe pas à la règle. Le maraboutisme est la règle d'or qui chapeaute la vie politique, sociale et syndicale.

Bien que composée de musulmans pratiquants, par esprit d'indépendance, l'association *Actions Utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse* (AUPEJ) a toujours refusé un partenariat avec les confréries. Il n'y a donc pas d'éducation religieuse à AUPEJ qui ne reçoit aucun subside de l'État ou des marabouts. Elle n'a pas participé à la construction d'une colossale mosquée (à l'allure néo-stalinienne, construite à partir de fonds trouvés, en quelques jours, suite à des appels publics du marabout). N'oublions pas que l'école coranique est gratuite alors que les activités scolaires d'AUPEJ requièrent une participation financière des familles (garderie 5 ff mensuels et soutien scolaire 7,50 ff par mois).

Les Sénégalais sont connus dans toute l'Afrique de l'Ouest pour leur extrême politesse, il était donc urgent qu'AUPEJ ait un local pour abriter ses activités enfantines. En effet, quand les enfants et les animateurs travaillent dans la rue, l'obligation des salutations devient un empêchement d'éduquer en rond.

Les conditions de vie sont extrêmement difficiles. Il faut compter une vingtaine de personnes à chaque repas (une femme sénégalaise passe à peu près 7 heures par jour dans sa cuisine pour nourrir la maisonnée !), le coût de l'eau, de l'électricité, des loyers n'a fait qu'augmenter ces dernières années suite aux privatisations des services publics. La scolarité des enfants devient de plus en plus onéreuse. À Tivaouane,

dans la journée les hommes sont absents (travail dans les champs, aux mines de phosphate ou emploi durant toute la semaine à Dakar). La vie quotidienne est donc organisée par les femmes.

Une vie associative ancrée dans le quartier

AUPEJ, née du secteur social informel a tiré profit de ses fondations. Elle s'appuie sur un réseau communautaire. Elle n'a pas présenté des outils sociaux et culturels clé en main aux habitants mais les a construits avec eux. Ce travail préparatoire est émancipateur dans la mesure où les populations apprennent à lire leur environnement, s'approprient des besoins réels et tentent d'y répondre de façon autonome. Étant complètement indépendante des autorités religieuses, étatiques, elle s'organise librement et établit des autonomies collectives. En effet, AUPEJ coordonne la vie associative alternative et participe à l'éclosion de pratiques sociales ou économiques émancipatrices. À la fois but et moyen, cette autonomie demande du temps, découle de tâtonnements, de mise en synergie très éprouvantes pour la collectivité et les personnes. Cela explique, en partie, la reproduction immédiate de relations formelles dans les espaces alternatifs. Créer dans la précarité épuise les expérimentateurs sociaux. Ce qui devrait être un simple préalable à la créativité culturelle devient un parcours du combattant. Les problèmes sociaux sont tels que la réinvention pédagogique devient un luxe ! La lutte pour imaginer des solutions à des problèmes sociaux urgents est entravée par les difficultés économiques, les lourdeurs administratives.

La stabilisation de ces espaces éducatifs devient donc un enjeu social non seulement pour l'émancipation présente des participants mais pour la pérennisation d'espaces collectifs alternatifs. Pour créer, il faut du temps et de l'avenir ! **AUPEJ** a travaillé, travaille et travaillera encore et toujours dans l'urgence. Ce combat par et pour l'autonomie passe par l'indépendance économique, l'apprentissage de la prise d'initiatives et la coopération individuelle et collective. Vaste programme qu'**AUPEJ** a réellement concrétisé. Elle est à l'initiative de la **Caisse des femmes** et de l'**ACAPES** (collège-lycée alternatif scolarisant des jeunes évincés du

système scolaire traditionnel). Elle a préféré tisser des liens transversaux durables que de centraliser des initiatives sociales. Cette synergie toute de partenariat multiple pose certainement des problèmes d'efficacité institutionnelle. Elle confronte des frilosités, oppose des égoïsmes, concrétise l'acceptation des différences, organise la gestion collective non pas dans un schéma linéaire mais centrifuge.

Se pose à elle, maintenant, le problème de la création d'outils permanents à l'émancipation des personnes. Cela passe par la **construction de locaux**, par un renforcement des structures, la formation des personnes, la création de relations pédagogiques et institutionnelles démocratiques.

En fait il n'y a qu'une dizaine de volontaires pour animer cette association. Les personnes-ressources travaillent en majorité à Dakar. La création de postes d'animateurs sociaux devient donc une urgence !

Grâce à l'apport financier de la campagne de solidarité internationale organisée par l'école libertaire **Bonaventure** d'Oléron (France), **les premiers locaux** ont été construits. Cela a permis de visibiliser et de cadrer les espaces éducatifs.

! La garderie (classe maternelle). Un groupe de vingt gamins est encadré par deux animatrices. Jusqu'à l'an passé, des volontaires se relayaient chaque heure pour assurer les séances éducatives. Ce turn-over imposé par des nécessités économiques était préjudiciable au fonctionnement de la classe. Suite à un travail de regards croisés avec une animatrice et une membre de *Bonaventure*, **AUPEJ** a décidé de renforcer la structure scolaire au détriment de l'accueil quantitatif. Elle a donc demandé une participation financière réelle des familles de l'ordre de cinq francs français par mois. Une chute de la moitié des effectifs a suivi cette nouvelle politique. Les animatrices sont les responsables pédagogiques du lieu : elles ont divisé les enfants en deux groupes, elles élaborent le projet pédagogique et le règlement intérieur. La permanence des animatrices a permis de mener à terme les activités : chant, dessin, collage, coloriage, contes, chansons, exercices d'écriture...

L'éducation physique, jeux, football, course, cache-cache est assurée par un jeune animateur collégien.

Les choix budgétaires sont du ressort du bureau des parents d'élèves. Malheureusement, les animatrices ne sont pas rétribuées pour ce travail. Il est bon de rappeler qu'il n'y a pas d'école maternelle au Sénégal. La plupart des écoles privées prépare les enfants à l'entrée au primaire. Le mérite de cette garderie est de valoriser les activités artistiques, sociales et la langue maternelle des enfants avec très peu de moyens (quelques chaises, quelques bancs, un simple carton de matériel éducatif). Il est envisagé, suite à des débats collectifs occasionnés par la présence de la délégation *bonaventurienne* de transformer le paiement de la scolarité pour les familles qui n'en n'ont pas la possibilité en échange de savoir-faire, en don de compétences.

! Le soutien scolaire. Pour l'équivalent de 7,50 ff par mois, chaque soir, une des animatrices anime des séances de soutien pédagogique pour les enfants scolarisés dans les écoles du quartier (n'oublions pas qu'au Sénégal existe depuis quelques années le système du double flux : il n'y a pas assez d'écoles ou d'enseignants pour l'ensemble de la population scolaire, les enfants vont donc à tour de rôle à l'école). Plus de trente enfants suivent régulièrement ces séances.

! La bibliothèque Bonaventure. Suite à la défection de l'ancien bibliothécaire deux nouveaux venus en sont responsables. Ils ont d'énormes difficultés à l'animer, à contacter les enfants du quartier. Le principe d'une biblio-charette a été retenu au cours d'une réunion de coordination. Le secteur informatique est en sommeil. Malgré l'apport du matériel, **AUPEJ** a du mal à structurer cette activité par **manque de local** et de budgétisation. Pour autant elle a à cœur d'organiser des formations informatiques.

! La formation professionnelle. Les machines à coudre dorment dans un coin. Les animatrices recherchent de quoi payer les matières premières (fil et tissus) en tricotant des vêtements dont le bénéfice de la vente sera utilisé pour leur atelier. Les apprenties attendent. Il n'y a pas de **local électrifié** pour les accueillir. Ce secteur avait donné naissance, il y a quelques années à une coopérative de production !

Désenclaver les initiatives

Les échanges internationaux nés du hasard entre Oléron et Tivaouane ont véritablement ouvert **AUPEJ** au monde extérieur. D'une part, en accueillant régulièrement des invités européens et d'autre part, en utilisant les évaluations croisées entre ces deux structures si semblables et si différentes. *Bonaventure* a imaginé de nouveaux liens sociaux et politiques pour y créer de nouveaux liens sociaux et donner un sens collectif à une initiative particulière. **AUPEJ** s'est appuyée sur les réseaux existants pour les démocratiser et les valoriser.

Bonaventure a contextualisé des principes théoriques en les réinventant au fil de leur manipulation. **AUPEJ** a inventé de nouveaux espaces sociaux sans pour autant y expérimenter de nouvelles pédagogies. Deux systèmes équivalents et complémentaires : l'une est le faire-valoir de l'autre. L'une est frileuse sur un plan d'initiatives sociales, l'autre l'est sur un plan pédagogique. Ces regards en miroir ont permis à **AUPEJ** de mieux analyser ses possibilités de créativité sociale. Des contacts réguliers sont maintenant créés avec d'autres initiatives alternatives sénégalaises. Il fallut ces aller et retour entre ex-colonisée et ex-colonisatrice pour créer un lien social durable entre partenaires sénégalais : incroyable ! Cela symbolise tout à fait la représentation pyramidale des pouvoirs. *Bonaventure* aurait pu se contenter de ce tiers-mondisme valorisant pour elle. Mais en s'appuyant à son tour sur les initiatives émancipatrices d'**AUPEJ**, elle donne un sens social réel à son projet politique.

Il nous reste donc à approfondir ce nouveau partenariat international alternatif entre secteur politique et social : chiche ?

David & Thyde

Oui, je soutiens AUPEJ !
et j'envoie francs
que vous leur remettrez
en mon nom

Mention **AUPEJ**
sur les versements bancaires
au compte 001-0536851-32
Chèques à l'ordre
d' *Alternative Libertaire*
BP 103 - 1050 Ixelles 1
Bruxelles - Belgique

RÉFLEXIONS LIBERTAIRES

L'imagination, outil de libération ?

La référence à l'imagination,
ou à l'imaginaire,
est omniprésente
dans le discours
anarchiste actuel.
C'est nouveau !

Toute l'élaboration doctrinale de l'anarchisme s'est faite sur fond de *rationalisme* (très explicite chez Godwin et Bakounine) et contre l'*aliénation de l'individu par l'imaginaire*, en particulier religieux. Cela paraît tout à fait légitime si l'on prend en compte l'évolution de la pensée contemporaine.

Au niveaux anthropologique et philosophique, d'importantes avancées théoriques ont mis en évidence le caractère fondamental de cette modalité de fonctionnement de la pensée qu'est la capacité de se donner des images. Pensons à la psychanalyse et à sa théorie du fantasme dès le début du siècle, à la richesse des productions sur l'histoire des mentalités (qui est en fait celle des imaginaires sociaux) ces trente dernières années, et, tout près de nous, pensons à la théorie de l'imagination radicale de Castoriadis. Les catégories d'imagination et d'imaginaire ont désormais leur pertinence pour une analyse approfondie des réalités sociales comme des pensées et des comportements des individus, c'est-à-dire qu'il est normal qu'elles aient une place de premier plan dans la réflexion anarchiste.

Notre constat de départ : dans l'emploi proliférant du mot *imagination* et de ses dérivés dans le discours anarchiste actuel, il n'y a plus seulement recours à un outil **théorique**, il y a aussi position d'une valeur **pratique**. Ces mots ne sont plus seulement consacrés à décrire la réalité, ils indiquent aussi ce qu'elle doit devenir. Tout se passe comme si une nouvelle étoile était apparue dans le ciel anar B fort brillante B qui devait indiquer la marche à suivre. Bref, l'imagination est présentée aussi comme valeur à poursuivre, c'est-à-dire, dans le contexte d'un idéal libertaire, comme **moyen de libération** (1). Des signes de ce glissement ? On trouve dans la littérature anar des appels réitérés à imaginer (il s'agit en général de l'avenir qu'on demande d'imaginer sous des formes nouvelles) ; surtout B ce qui est symptomatique de la position d'une valeur B on voit très régulièrement, depuis quelque temps, l'imagination (ou ses dérivés) faire titre.

Cette nouvelle tonalité donnée à la doctrine anarchiste pourrait avoir des conséquences d'autant moins maîtrisées qu'elle n'est pas réfléchie. C'est pourquoi nous nous proposons d'attirer l'attention sur les enjeux de cette valorisation de l'imagination.

L'image tyrannique

Il est possible que l'imagination puisse constituer un moyen de libération, mais cela ne doit pas être admis sans réflexion, car il y a une

objection majeure. Cette valorisation de l'imagination apparaît parfaitement conforme à l'idéologie dominante.

Il y a un impérialisme, historiquement tout à fait inédit, de l'image dans le monde contemporain. *Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles* (2) écrivait Debord, dans les années soixante... Et maintenant l'image, omniprésente, apparaît comme le langage même d'un *Big Brother* qui aurait trouvé beaucoup mieux que de légiférer sur la langue. C'est d'abord par le moyen de l'image que sont induits les comportements dont le pouvoir se nourrit et prospère. La vraie catastrophe, du point de vue des groupes dominants, ce n'est pas les contaminations radioactives sauvages, les virus nouveaux qui apparaissent et ne se laissent pas contrôler, la dissémination des armes nucléaires, le carnage de Tchétchénie ou d'ailleurs B non B le cauchemar, c'est que les écrans s'éteignent !

C'est par l'image que se réalise aujourd'hui cette *tyrannie douce* que Tocqueville avait pressenti comme avenir possible de la démocratie : *Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière ; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse.*

La conscience imageante est l'interface par laquelle ces conditionnements peuvent s'opérer en douceur, sans douleur, sans sentiments de contrainte.

Pour cela il faut deux conditions essentielles ! que les images que l'on propose soient telles qu'elles puissent résonner dans l'imaginaire de l'individu, et par là s'y agréger devenant partie prenante à l'expression de son désir ! que l'esprit critique par rapport à ces images soit a priori découragé, disqualifié.

C'est pourquoi l'idéologie contemporaine cible massivement l'enfance : il s'agit de contribuer à la construction d'un imaginaire réceptif, dans un esprit non critique (bénéfice secondaire : les enfants, captés par un espace virtuel, ne viennent plus perturber un aménagement de l'espace réel selon l'ordre du pouvoir technocratique).

C'est pourquoi aussi l'une des opérations idéologiques essentielles B quoique très peu aperçue (mais en matière de politique idéologique, le moins dit est le plus décisif) B est la valorisation de la conscience imageante, et avec elle du visuel, de l'image, de l'imagination, du spectaculaire, etc., et corollairement la dévalorisation de la conscience discursive, c'est-à-dire la parole qui examine, argumente, raisonne, se soucie de la vérité, celle que les Grecs, eux, valorisaient sous le nom de *logos*.

Jacques Ellul, naguère, dans un ouvrage trop oublié, avait très bien analysé le phénomène : *Telle est donc aujourd'hui notre situation. Au travers de l'efflorescence des images artificielles sans limites, nous avons ramené la vérité à la réalité, nous avons banni l'expression timide et mouvante de la vérité* (4).

Le problème se pose donc ainsi : est-il possible de valoriser l'imagination dans une perspective de libération, alors même que la valorisation de l'imagination est une arme essentielle de la domination ?

Imaginaire ouvert, imaginaire fermé

La seule issue logique serait d'opposer une bonne imagination, libératrice, à une mauvaise imagination, aliénante. Mais selon quel principe réaliser cette dichotomie ?

Serait-ce en faisant une distinction de contenu ? Quelles seraient alors les bonnes images ? Celles du peuple sain et libéré brandissant la faucille au soleil levant face à des champs de blés dorés en chantant des refrains cadencés ? Merci. L'histoire a déjà donné. Manifestement la distinction entre bonnes et mauvaises images n'est pas la bonne voie.

Faut-il alors opposer les images selon leur origine ? D'un côté celles provenant du peuple, et de l'autre celles des suppôts de la mondialisation ? Ce serait présupposer le problème résolu, puisque la servitude du peuple est justement fondée sur le fait qu'il ne possède pas son imaginaire propre, ou plutôt que son imaginaire est intoxiqué par les images émanant des pouvoirs sociaux.

On peut alors penser qu'au-delà des imaginaires sociaux aliénants pourrait être mis à jour un imaginaire propre aux individus dont il faudrait essayer de restituer la pureté, la spontanéité, et sur lequel on pourrait s'appuyer pour poser une direction de libération. Mais peut-on concevoir un individu dégagé de tout imaginaire social ? Castoriadis a établi (voir en particulier *L'institution imaginaire de la société*) qu'un imaginaire radical est à l'œuvre dans toute vie en société. Cet imaginaire est vecteur de pouvoir car il fonde les règles, forcément contraignantes, qui structurent la vie sociale. Et ce pouvoir, en son principe, est légitime parce que, sans insertion dans des rapports sociaux, il n'y a pas d'individu qui vaille (5). L'imaginaire d'un individu n'est donc jamais pur de toute dimension sociale. Il est impossible d'opposer de manière tranchée l'imaginaire propre à un individu aux imaginaires sociaux.

Reste la possibilité d'une distinction selon la forme. Car, ce qui semble bien caractériser tout imaginaire idéologique, c'est son caractère figé, répétitif, convenu. Les images émanant des pouvoirs sociaux n'inventent pas, elles répètent ; elles n'étonnent pas, elles choquent, ou agressent ; elles ne séduisent pas, elles racolent ; elles n'émerveillent pas, elles sont objets de voyeurisme ; elles n'ouvrent pas notre imaginaire, elles le rabattent sur de vieilles lunes. L'idéologique, dans un film, c'est sa manière d'enfiler les clichés comme des perles ; l'artistique, dans un film, c'est sa manière de proposer des images inédites qui ouvrent notre vision du monde.

Cette distinction entre une forme ouverte de l'imaginaire et une forme fermée, entre un imaginaire protéiforme, labile, vivant, et un imaginaire figé, gelé, mort (6) est donc la distinction pertinente que nous

cherchions qui justifie que l'on puisse opposer un usage libérateur de l'imagination à son usage asservissant.

À quelle forme d'imagination se réfère-t-on dans nos discours politiques qui visent la libération des individus ? La réponse peut paraître évidente : à l'imagination ouverte, bien sûr ! Mais comment en être aussi sûr alors que rien ne qualifie explicitement ce dont on parle, et que nous sommes immergés, comme tout le monde, dans l'usage asservissant de l'image ?

La bonne solution serait de trouver un critère objectif qui permette de discriminer d'emblée les deux types d'images.

Fin et moyen

Alors examinons de plus près la production de cette forme fermée de l'imagination. La clôture vient du fait que l'imaginaire est utilisé comme **moyen** pour influencer les comportements de ceux à qui les images sont adressées. Les images sont prises dans une intention rationnelle, celle qui accorde des moyens à une fin. Le choix, la forme, le contenu, le contexte des images, tout cela est déterminé par une instance qui est extérieure à l'imaginaire et qui est un calcul rationnel. L'imagination est instrumentalisée par la raison.

Mais si nous considérons l'imaginaire tel qu'en lui même, nous voyons qu'il est production spontanée d'images qui sont la position même du désir de ou des individus. Pas de désir exprimable qui ne soit d'abord porté par une ou des images. Pas d'image, spontanément formée, qui n'exprime un désir. La vie propre de l'imaginaire est de décliner de façon toujours renouvelée les désirs humains en fonction de l'incessant flux de stimuli auxquels les hommes sont soumis. C'est donc d'abord en son imaginaire que se donnent les **fins** d'un individu (ou d'un groupe social), c'est-à-dire ce qui le motive à raisonner et à agir, ce en vue de quoi il s'active dans le monde. C'est donc bien la raison qui est instrumentalisée par l'imagination.

Nous constatons, dans l'opération idéologique, une inversion du processus naturel : la raison n'est plus subordonnée à l'imaginaire, c'est

l'imaginaire qui est subordonné à la raison (sans perdre de vue que cette raison est à son tour subordonnée à l'imaginaire propre du producteur d'images, par exemple une fantasmagorie de la domination B mais cet imaginaire-là est publiquement forclus). Cette inversion est-elle illégitime ? *A priori* non, parce que le propre de l'humain est sa capacité de *décoller* des processus naturels (7). Il convient cependant de le vérifier pour le cas particulier des productions idéologiques.

Pour celui qui subit constamment ces images émanant des pouvoirs sociaux, à peu près chaque image vue **concerne** son désir (8) ; elle s'agrège alors spontanément au noyau imaginaire correspondant à ce désir, dont elle se donne comme une variation ; elle va donc être traitée, dans la logique de l'imaginaire, comme l'expression possible des fins propres de l'individu.

Ce qui institue donc la relation caractéristique à l'image idéologique, c'est la différence de position entre l'émetteur de l'image et le récepteur. Pour l'émetteur, l'image est un **moyen** qu'il contrôle par sa raison ; pour le récepteur, l'image est position d'une **fin** par sa conscience imageante. Il ne peut pas y avoir d'emblée pour le récepteur une réponse appropriée qui soit au niveau de l'intention de l'émetteur : ils ne sont pas sur le même plan.

Pour que cela soit possible, il faut que le récepteur, faisant un effort de recul par rapport à son désir sollicité, quitte le niveau de l'imaginaire pour accéder à la conscience discursive, par laquelle il va penser l'intention rationnelle sous-jacente à la présence de cette image. C'est possible ! Mais cette possibilité est fonction de la **culture** de cette conscience discursive (on comprend tout l'intérêt de maintenir les enfants, et les moins jeunes, dans un *bain* d'images) ; elle est aussi fonction de la disponibilité de l'individu (car l'exercice de la raison demande un investissement énergétique supérieur) ; lorsque les sollicitations des images sont trop nombreuses, il **n'est pas possible** de se maintenir dans le regard critique de la conscience discursive. En ce sens, il y a désormais, stricto sensu, un problème écologique de pollution par l'image.

On comprend également qu'il peut y avoir un usage non manipulateur des images comme moyen : il suffit qu'émetteur et récepteur se placent d'emblée au niveau de la conscience discursive. Il faut pour cela que les images soient situées dans un contexte discursif explicite qui donne leur raison d'être. En un mot, qu'elles soient **réfléchies**. Elles se donnent alors pour ce qu'elles sont : un moyen adéquat pour un but identifiable. On peut par exemple imaginer certains aspects de la vie sociale en fonction d'un idéal clairement posé au préalable. Depuis la République de Platon jusqu'au *municipalisme libertaire* de Bookchin, c'est d'ailleurs une constante de la pensée politique. Mais c'est aussi le mode propre d'utilisation de l'imagination dans les recherches scientifiques et techniques, ce qui est thématiquement par la notion de *modélisation*.

Reprenons notre problème initial. Y a-t-il un critère pour identifier les images asservissantes ? Ces images sont des moyens, mais ne le font pas savoir. Ce sont des images qui manifestent une intention délibérée, rationnelle, concernant le récepteur, sans la moindre métacommunication permettant de situer cette intention (métacommunication qui ne pourrait consister qu'en signes du langage, dedans ou autour des images, et se référant à elles). Elles s'opposent aux images qui se donnent explicitement comme moyen d'un but identifié. Elles s'opposent aussi aux images qui ne manifestent aucune intention rationnelle, parce qu'il n'y en a pas, celles-ci exprimant l'exercice de l'imaginaire propre de leur producteur. Lorsque l'effort imaginatif de celui-ci va vers les images qui peuvent le mieux (9) résonner dans l'imaginaire d'autrui, ces productions peuvent être consacrées comme œuvres d'art.

Invocation paradoxe

Mais lorsque l'on parle de l'imagination dans une perspective de libération, à quel type d'usage des images se réfère-t-on ? On pourrait penser, dans la mesure où l'on est dans un contexte de réflexion rationnelle, que l'imagination ici soit un moyen explicite de penser un idéal de liberté. On ferait de la modélisation de l'avenir. Pourtant dans

l'usage actuel des mots *imagination* ou *imaginaire*, on reste dans l'indéterminé. Il y a beaucoup d'appels à l'imagination, il y a très peu d'images. La raison en est simple. Dans l'état actuel de la pensée libertaire, cet idéal de liberté est trop peu construit pour permettre de déterminer des images qui pourraient le préciser (10). Si l'imagination apparaît formellement sollicitée comme moyen de libération, elle n'est pas *utilisée* en tant que telle, elle est plutôt *invoquée* comme valeur. Et cette valeur que l'on appelle de ses vœux, c'est la capacité de créer des images que chacun, en puissance, possède. C'est donc à l'imaginaire ouvert, tel que nous l'avons défini plus haut, que l'on se réfère. Or appeler à l'exercice de cet imaginaire, c'est vouloir que soient posées des fins pour l'action, c'est rechercher des motifs d'agir.

Il nous paraît donc que dans le discours anar actuel le statut de l'imagination est parfaitement paradoxal : formellement, elle se donne comme moyen. Pratiquement, elle est recherche de fins. C'est comme si le moyen précédait la fin : cela est absurde et ne peut mener à rien. Car on prend ainsi l'imagination en contre-emploi. Ce qui est caractéristique de l'imaginaire, c'est qu'il ne crée des images motivantes que *spontanément*, parce qu'elles sont la position même du désir, et que le désir est toujours premier en l'homme, qu'il ne se recherche pas, qu'il ne s'invoque pas, mais qu'il est ce à partir de quoi on recherche, on invoque.

L'imaginaire ne peut jamais être un moyen de changement, parce qu'il est toujours ce à partir de quoi on décide de se donner les moyens de changer les choses.

Cette difficulté est peut-être symptomatique d'un malaise lié à la condition militante. On pourrait tenir en effet le raisonnement suivant : *Si tu as des désirs pour l'avenir de la société, alors tu as un imaginaire qui les sous-tend, cet imaginaire te permettra de définir un idéal, il te motivera pour chercher les moyens de le réaliser. Si tu ressens un déficit de cet imaginaire, alors c'est qu'il y a quelque chose de problématique dans ton désir de changement.*

Liberté et totalitarisme

Si l'on veut approfondir, clarifier son désir de changement, ce n'est pas en invoquant l'imagination que l'on avancera. C'est par notre vie elle-même, par nos expériences vécues avec autrui (et ce d'autant plus que nous sommes plus actifs), que s'enrichit et se dynamise notre imaginaire. Ce sont dans les expériences de vie collective que peut se déterminer un désir collectif de changement qui sera tout autant un imaginaire confus, mais partiellement commun, de nouvelle organisation sociale. Étant reconnu l'existence de ce désir collectif, si l'on veut aller plus loin, c'est à la **raison** qu'il faut avoir recours : c'est par délibération rationnelle que seront définis, à partir de cet imaginaire, un **idéal** comme but clair et partagé et les moyens pour l'atteindre. L'imagination peut très bien intervenir, par exemple dans la description d'un aspect de l'idéal, ou d'un moyen pour y parvenir ; mais elle n'intervient pas alors en tant que telle, selon sa logique propre, elle est de part en part soumise à la raison.

Car jamais on ne peut agir directement sur l'imaginaire, ni même en faire l'objet d'un dessein quelconque. Pas même une société médiatique qui inonde sans cesse d'un flot d'images la conscience des enfants, ne peut déterminer ce que sera leur imaginaire. Elle peut tout au plus B c'est déjà terrible B espérer induire un appauvrissement de leur imaginaire en restreignant leurs possibilités d'expériences vitales (en les maintenant par exemple dans un espace virtuel et en limitant leur espace réel). Car l'imaginaire est le lieu même où s'enracine la liberté humaine (11).

C'est pour cela que vouloir déterminer les imaginaires sociaux par une *politique de l'imaginaire* (12) comme le préconise John Clark, serait-ce avec les meilleures intentions du monde, est la formule même du totalitarisme accompli. Heureusement, sauf à altérer la conscience, cet accomplissement est impossible. Mais l'entreprise pourrait faire des dégâts...

Tout ce que l'on peut faire est de proposer des bonnes images, plus généralement de belles œuvres, qui pourront faire résonner d'autres imaginaires, ce que chacun fera selon son timbre propre (les œuvres d'art jouent un rôle important dans l'enrichissement des imaginaires sociaux).

La tendance actuelle à invoquer l'imagination comme recelant des trésors cachés pour décrire un avenir alternatif nous semble bien dangereuse. Ce n'est pas à un moment où l'impérialisme des images émanant du pouvoir prend une forme chaque jour plus totalitaire qu'il faut oublier que c'est la raison qui a toujours donné ses meilleures armes aux idées de l'anarchisme. À nous de ne pas verser dans l'air du temps, en usant inconsidérément des notions d'imagination et d'imaginaire. Il ne s'agit pas pour autant d'opposer la vertueuse raison à la facile imagination. Nous avons essayé d'éclairer la situation anthropologique de l'imagination. Elle est fondamentale. C'est en particulier à partir d'elle que nous pouvons formuler un idéal de changement. Mais elle n'appartient pas alors à la catégorie des réalités utilisables.

Il reste que s'est révélé un problème : il y aurait comme un déficit d'idées par rapport à un projet de changement.

Mais la vie continue. Chacun se trouve impliqué dans un milieu social où des problèmes se posent, où il faut trouver des solutions, agir. Alors agissons, le plus collectivement possible. C'est ainsi que les imaginaires bougent, et s'enrichissent. C'est ainsi qu'éclosent des images communes propres à fonder et soutenir des projets communs de changement.

Pierre-Jean Dessertine

(1) Nous excluons d'emblée, bien sûr, que la vie imaginante soit la libération elle-même, car, en imaginant, le sujet ne sort pas de soi, alors que la liberté que nous appelons de nos vœux doit avoir un sens social.

(2) Il s'agit de la première proposition de *La société du spectacle* ; 1967. Le paragraphe suivant définit la notion de spectacle comme *les images [qui] détachées de chaque aspect de la vie fusionnent dans un cours commun, où l'unité de cette vie ne peut plus être rétablie. La*

*réalité considérée **partiellement** se déploie dans sa propre unité générale en tant que pseudo-monde à part, objet de la seule contemplation.*

(3) C.-A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1840) 10/18, 1963, p.362.

(4) Jacques ELLUL, *La parole humiliée* ; Seuil - 1979 ; p.251.

(5) Sur ce point voir **Réfractions** n°4, p.98, dans *Pour une contribution spinoziste à l'idéal libertaire*, où nous examinons la légitimité du pouvoir social.

(6) Mais un imaginaire mort n'est plus un imaginaire proprement dit, il faudrait trouver un autre mot pour désigner ce système fermé d'images redondantes qui caractérisent l'idéologie. Roland Barthes, naguère, avait proposé la notion de *mythe* ; dans *Mythologies* ; Points Seuil.

(7) À notre sens, il y a une forme basique, naturelle, de la raison, qui est la capacité à poser mentalement des buts et des moyens pour les réaliser. Il est certain qu'une telle forme de rationalité n'est pas absente du monde animal.

(8) On pourrait établir, mais cela demanderait d'autres développements, que l'image idéologique va toujours avoir tendance à se rapporter au fond commun des désirs les plus primaires de l'humanité, car c'est là qu'elle sera la plus efficace. La densification de l'environnement imaginaire idéologique favorise donc une régression des comportements humains, elle gêne d'autant l'épanouissement de la liberté.

(9) C'est-à-dire de la manière la plus universelle, et en mettant en jeu les désirs les plus élevés nés du développement de la culture humaine.

(10) Nous avons analysé les raisons de cette faiblesse de l'idéal libertaire, et proposé une voie possible pour y remédier, dans **Réfractions** n°4, *Pour une contribution spinoziste à l'idéal libertaire*.

(11) On pourrait montrer que si l'on ne l'admet pas, on est obligé de renoncer à la liberté humaine. Notons simplement ici que c'est comme imaginaire que s'institue la conscience humaine, de même que c'est en son imaginaire que se fonde la singularité d'un individu.

(12) **Réfractions** n°1, p.187, dans *La civilisation et son autre* : à la découverte d'une écologie de l'imaginaire.
